

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 155. — 29 JUIN 1963

**CITROEN : UN PATRONAT DE COMBAT
QUI FOULE AUX PIEDS LES DROITS SYNDICAUX**

(Lire page 4)

Les deux K à Berlin



(Agi.p.)

le même jour, les deux présences simultanées permettent d'apprécier les changements intervenus dans la situation internationale

Le face à face sur un des points les plus sensibles de la guerre froide n'est pas interprété comme un signe de tension, chacun des deux grands s'attachant à modérer ses ultras.

(Page 9)

La mission militaire du cosmonaute Bykovsky : dans la ronde des 2 Vostoks "Valentina" figurait la cible...

(Lire page 12.)

SPORTS

De l'utilité (technique) des courses automobiles à l'utilité (publicitaire) du Tour de France

(Pages 6 et 7)

A nos lecteurs...

Comme chaque année à la même époque, nous réduisons le nombre de pages de notre journal : pendant les mois de juillet et de septembre, Tribune Socialiste paraîtra sur huit pages.

Et de même, comme nous l'avons toujours fait, notre publication sera interrompue pendant le mois d'août.

Kennedy, parti en Europe contre l'avis de ses conseillers, rencontrera un grand nombre d'interlocuteurs, mais il se trouvera cependant devant la grande incertitude européenne : la politique gaulliste.

Positions des « Jeunes Patrons »

A la suite de ses dix congrès régionaux, le Centre des Jeunes Patrons donnait, la semaine dernière, une conférence de presse à Paris.

On a beaucoup remarqué à ce sujet la prise de position des « Jeunes Patrons » en faveur de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Les « Jeunes Patrons » estiment, en effet, que les syndicalistes sont insuffisamment protégés dans l'entreprise. Ils soulignent, d'autre part, que la formation professionnelle est insuffisante et mettent l'accent sur l'inégalité du développement régional.

Par ailleurs, les « Jeunes Patrons » se prononcent pour la planification démocratique. « Au moment où l'élaboration du V^e Plan est entreprise, les Jeunes Patrons souhaitent une participation effective et active de tous les représentants du pouvoir économique à la définition des objectifs du pays. »

En contrepartie de sa protection dans l'entreprise, le syndicalisme doit participer au dialogue au niveau de la Profession, de la Région et du Plan. Il reste à savoir dans quelle mesure les syndicats peuvent concilier cette participation avec leur rôle de contestation traditionnelle (rôle que le patronat classique a toujours eu beaucoup de difficultés à admettre).

La présence de deux représentants du Centre des Jeunes Patrons au bureau du C.N.P.F. est loin d'être suffisante pour modifier le comportement de ce dernier.

Offre exceptionnelle réservée à nos lecteurs amis des beaux livres moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec FACULTÉ DE RETOUR

1) - HISTOIRE ILLUSTRÉE de la RUSSIE de Carmichael relié format 24x31 300 documents en noir, 36 en couleurs. **25 F** lieu **60 F** de

2) - AUJOURD'HUI LA CHINE par P. Gascar (préf. de Claude Roy) format 22x28, couverture rigide laquée, 142 docum. en noir, 9 pages en couleurs. **19,50 F** lieu **40 F** de

3) - LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE par Huttinger 22x30, couverture rigide laquée, 72 docum. noir, 24 en couleurs. **29 F** lieu **46 F** de

4) - HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE FRANÇAISE des origines à nos jours par Marcel Rousselet, premier Président de la cour d'appel de Paris. 2 vo. 22 1/2 x 28 1/2 (plus de 1 000 pages) les 2 volumes brochés: **48 F** lieu **175 F** de (reliés)

5) - LE THÉÂTRE des origines à nos jours par L. Moussinac format 22x27 438 docum. en noir, 15 pages couleurs. **29,50 F** lieu **75 F** de relié toile.

BON à adresser à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle - Paris 7^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages N° pour un montant total de F.

Ci-inclus en un chèque postal joint à votre compte n° 1390531 Paris chèque mandat.

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

Une tentative

Une conférence de presse placée sous l'égide du ministère des Affaires culturelles et de la direction des Arts et Lettres a été donnée par la «*Guilde française des artistes soïstes*», le 13-6-63. La Guilde rappelle son action pour les jeunes artistes, se plaint que les grandes associations symphoniques parisiennes n'ouvrent pas assez leurs portes à ses lauréats malgré la valeur indéniable de ceux-ci. La Guilde voudrait arriver à valoriser les jeunes talents, quelle que soit leur formation, elle demande d'attirer l'attention de tous sur son grand concours de violoncelle qui se déroulera du 11 au 15 décembre 1963 ouvert à tous les artistes français nés après 1931. La tentative mérite d'être signalée puisque la sélection se fait sur audition et qu'aucun diplôme ou récompense n'est nécessaire pour concourir ce qui dans notre pays respectueux des parchemins est rare.

O Jean-Louis !

Le Haut Comité des Sports s'est réuni le 20 juin à l'Hôtel Matignon et a notamment abordé le projet de réformes des groupements sportifs accueilli avec hosti-

lité, on le sait, par ceux-ci. M. Borotra a défini une doctrine en ce qui concerne l'amateurisme, la haute compétition et l'«*élite sportive*» (1).

Trois nouvelles commissions ont été créées «*Sport et armée*», «*Sports et arts*», «*Plein Air, Exploration et Aventure*». La seconde serait présidée par — tenez-vous bien — Jean-Louis Barrault. Abstenons-nous de tout commentaire qui affaiblirait la portée d'une telle nouvelle.

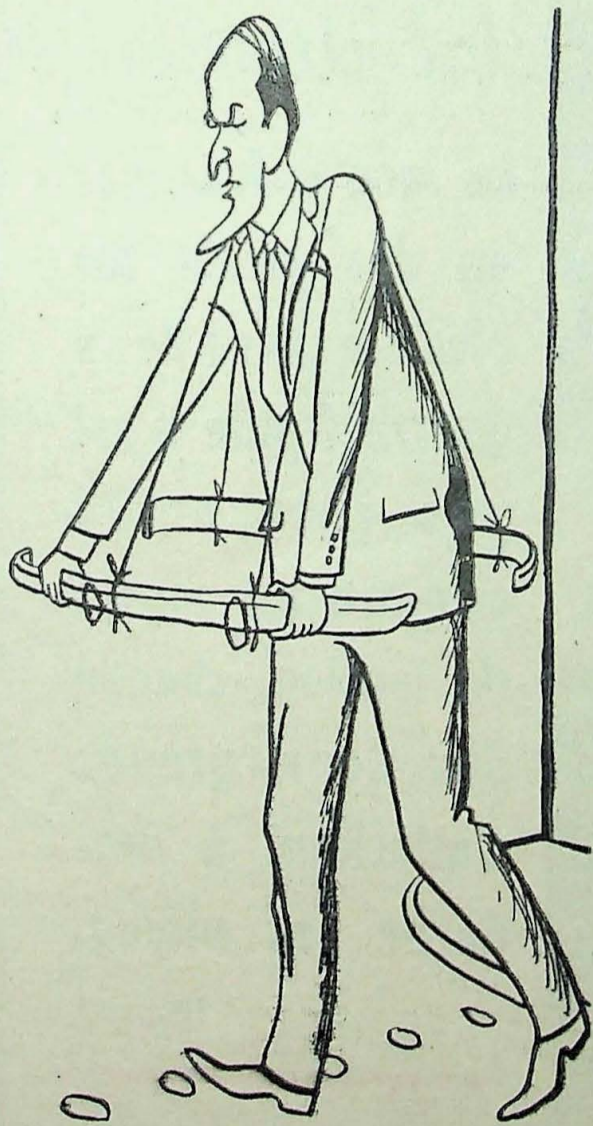
Un émule de Saint-John Perse

Poursuivant son œuvre d'exploration dans le domaine des Lettres, le jury des «*Nouveaux Cahiers de Jeunesse*» (J. Follain, Robert Kanters, J. Rousselot, Paul Chaulot...) a décerné son 10^e prix annuel à Jean-Pierre Colas, pour son recueil de poèmes inédits «*Un regard hors du songe*».

Cette sympathique manifestation se déroulait lundi dernier au «*Club des Poètes*», Jean-Pierre Colas, 30 ans, travaille à la radio, comme réalisateur. Son manuscrit, où l'on décèle l'influence de Saint-John Perse, sera édité prochainement par «*Les Nouveaux Cahiers de Jeunesse*».

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

Baisse sur les accessoires automobiles



Giscard d'Estaing : «*Le prix du bifteck monte mais les accessoires automobiles baissent, alors, mangez des pare-chocs.*»

Si les jeunes avaient assez d'instituteurs...

Cinq mille C.R.S. et gendarmes vont, en vue de réprimer la délinquance juvénile et de protéger l'enfance, en danger, surveiller nos plages cet été.

Ça va être rudement marquant de se baigner avec C.R.S. ou pandores dans le milieu du décor.

Bien sûr nous ne disons pas qu'il faut livrer les paisibles baigneurs au bon plaisir des «*blousons noirs*».

Mais on sait que la délinquance juvénile est bien souvent la conséquence de l'ennui des jeunes ou du manque d'autorité des parents.

Des classes moins chargées, un enseignement plus attrayant dispensé par des maîtres plus nombreux et plus compétents parce que mieux payés, une politique intelligente des loisirs appuyée par les moyens financiers nécessaires, un meilleur salaire et moins d'heures de travail : ne serait-ce pas plus efficace pour la sécurité de nos plages et la protection morale de nos gosses ?

Un gosse est mort...

Encore un gosse de huit ans écrasé en revenant de l'école.

Certes le feu était au vert quand le malheureux gosse se jeta dans le passage clouté à l'angle de la rue Vitruve, boulevard Davout. Certes le militaire qui renversa le petit Jean-Michel se croyait fondé à aller très vite, puisqu'il avait le feu vert.

Mais, tout de même, si M. Papon avait mis un agent à cet endroit, le malheureux gosse ne serait pas mort.

Les associations de parents d'élèves ne cessent de réclamer que des gardiens de la paix en nombre suffisant protègent les entrées et sorties des écoles.

M. Papon ne trouve pas de policiers pour assurer la sécurité des écoliers. Il n'en trouve pas non plus pour empêcher des Michel Loubet de mourir pendus dans ses commissariats.

Mais il en trouve pour matraquer les manifestations pacifiques... et ça donne 9 morts à Charonne.

En Angleterre pour bien moins que cela il y a longtemps qu'on l'aurait — courtoisement — prié de démissionner.

On est coopératif... et comment !

Quand le gouvernement algérien s'est engagé dans la politique de nationalisation des domaines des anciens seigneurs de la colonisation comme Borgeaud et ses pairs, le gouvernement français s'est dépêché d'en tirer argument pour réduire d'un cinquième le montant de son aide financière à l'Algérie (1).

Or chacun sait bien — et Ben Bella vient de le rappeler — «*l'état catastrophique des finances publiques qui a été légué à l'Algérie au moment de son accession à l'indépendance* : centaines de milliers de contribuables partis sans avoir acquitté leur dette envers le Trésor ou envers des personnes privées... des centaines de milliards de francs (anciens) transférés...»

Au surplus, s'il faut en croire le «*Canard Enchaîné*» il y aurait «*28.000 dossiers d'assistance technique qui attendent dans les services français*».

Si après ça il y en a qui trouvent que le gouvernement français a une drôle de manière d'être coopératif c'est sans doute qu'ils ne sont pas assez subtils, comme dirait notre éminent confrère.

(1) Cette aide se montait à 120 milliards d'anciens francs.

Contre la liquidation du T.Q.M.

Un manifeste de l'équipe du Théâtre Quotidien de Marseille circule actuellement dans les milieux professionnels théâtraux dénonçant la décision prise par le directeur de cette salle, Michel Fontayne, de mettre en sommeil les activités du T.Q.M. On y lit notamment : «*Alors qu'il rassemble un nombre plus du quart du public de l'Opéra municipal, l'unique théâtre professionnel de Marseille ne bénéficie pas du vingtième de ses subventions.*»

Le soutien de la municipalité se réduit au prêt de son local (137 places), celui de l'Etat à l'octroi de «*l'aide allouée annuellement aux troupes permanentes...*» Signé par l'essentiel de l'équipe du T.Q.M. ce texte refuse sa dispersion et le régime d'accueil des tournées qu'on semblerait vouloir substituer à une création locale. Nous nous associons à cette protestation.

Il n'y aura pas de décentralisation réelle sans la constitution en province de troupes vivantes produisant elles-mêmes leurs spectacles.

Plastic à Saint-Nazaire

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, un magasin de vêtements de Saint-Nazaire a été plastiqué. Les dégâts sont assez importants.

C'est le troisième plastiquage à Saint-Nazaire depuis trois mois.

Les raisons de ce plastiquage demeurent jusqu'à présent inconnues.

La réaction de la population ne s'est pas fait attendre.

Le samedi 22 juin se sont réunis les principaux responsables syndicaux, du P.C. de la S.F.I.O. du P.S.U., ainsi que le secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les organisations syndicales publièrent un communiqué de protestation dans la presse et organisèrent une manifestation lundi 24 juin à 18 h. 30, devant le magasin plastiqué.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Les copains

Ces cinquante mille ou cent mille ou deux cent mille «*copains*» rassemblés samedi soir pour adorer le convulsif à la mode, ont eu droit, conformément les organisateurs de la cérémonie, à la paternelle bienveillance M. le Préfet de police.

Lequel, s'il s'était agi d'une manifestation fœre de frappe, n'eût pas manqué de brandir la sienne. — Evidemment.

Faut-il tout de même que je sois vieux ? Les copains, quand j'avais leur âge, imitant ceux dont parla Jules Romains, au lieu de se déculotter place de la Nation, parcouraient à bicyclette les routes de leur pays, au clair de lune...

P.S. — En solo. — Le type, la semaine dernière, m'a chipé l'une de mes quatre hypothèses : celle selon laquelle les bouches cousues de Saint-Maixent avaient pu renouer avec la tradition de Grande Muette — mais nos astucieux lecteurs avaient complètement d'eux-mêmes.

VERS L'UNITÉ PAR LA CLARIFICATION

ON trouvera ci-dessous l'essentiel des décisions que vient de prendre le Conseil national du Parti socialiste unifié, réuni à Paris les 22 et 23 juin.

Cette assemblée, on le sait, avait pour objet principal, répondant aux désirs profonds des militants, de surmonter la crise de la direction qui avait éclaté au Comité politique national des 25 et 26 mai, et de définir la meilleure méthode pour trancher dans la clarté les désaccords de caractère politique.

A la publication de ces décisions, il nous paraît indispensable d'ajouter quelques commentaires.

Et tout d'abord, n'en déplaise à ceux qui tiraient des conclusions hâtives sur l'avenir du P.S.U., il importe de constater que l'ensemble des fédérations constituées étaient représentées à cette assemblée. L'assiduité et le sérieux de leurs délégués aux travaux des commissions le samedi après-midi comme aux séances plénières du samedi matin et du dimanche ont at-

testé la ferme volonté des militants de trouver une solution à la crise et de préparer les meilleures conditions pour trancher les problèmes politiques. S'il y a une conclusion que l'on est vraiment fondé à tirer de cette réunion, les décisions qu'elle a prises comme de son « climat », c'est celle-ci : les militants qui se sont engagés dans le P.S.U., qu'ils soient nouveaux venus à l'action politique ou qu'ils aient auparavant appartenu à d'autres formations, ressentent toujours aussi fortement la nécessité de l'existence et de l'action de notre parti.

C'est cette résolution qui a inspiré les décisions relatives à la préparation du prochain congrès national ordinaire, qui aura lieu les 9, 10 et 11 novembre prochain.

Sans entrer dans le détail de ces décisions, nous devons en indiquer l'esprit général. Le souci dominant des membres du Conseil national a été d'y voir clair : refus des textes longs et confus, désir de cerner avec précision les points d'accord

et les points de désaccord, volonté de « dépersonnaliser » les débats et les prises de position, aménagement d'une procédure qui assure réellement le caractère démocratique des choix décisifs.

Ainsi s'expliquent la désignation d'un nouveau bureau national en fonction jusqu'au congrès, la résolution relative à l'ordre du jour de celui-ci et les dispositions relatives à sa préparation dans les sections et les fédérations.

Bref, on peut dire que les militants du P.S.U. ont estimé que le meilleur moyen d'assurer la cohésion de leur parti et par là-même son développement, était d'instituer un débat approfondi au lieu de re-

chercher l'unité de façade des motions « nègre-blanc ». Les dangers d'un certain immobilisme ont paru moins graves que les avantages de la clarté et de la probité intellectuelle.



Les décisions du Conseil national du P. S. U.

Les séances du dimanche 23 juin ont été consacrées à la présentation et à la discussion des rapports des commissions ainsi qu'aux décisions.

C'est ainsi que, sous la présidence de Bodeau (Creuse), Henri Humblot (Marne — membre du C.P.N.) a présenté le résultat des travaux de la commission d'orientation qu'il avait présidée et qui, aux termes du communiqué publié le 18 juin par le Bureau national, avait essentiellement pour tâche de fixer avec précision l'ordre du jour du prochain congrès national ordinaire.

Tout d'abord, par un vote de procédure, le Conseil national a confirmé les limites qu'il marquait à ses décisions dans ce domaine : par 495 MANDATS CONTRE 210, il a estimé qu'il ne devait émettre aucun vote de fond de nature à engager l'orientation du parti pendant la période qui doit s'écouler jusqu'au congrès national.

Cette décision s'est trouvée complétée par l'adoption à mains levées, à la quasi-unanimité, d'un texte présenté par Alain Geismar (Paris), soutenu également par Pierre Naville

(Paris) et amendé par Pinto (Gard). Le texte est ainsi conçu :

« La direction nationale du parti ne devra en aucun cas prendre des contacts en vue d'une alliance préférentielle avec quelque parti que ce soit jusqu'au prochain congrès. »

Le projet d'ordre du jour du congrès national que rapportait Henri Humblot, avait été accepté par l'unanimité de la commission. Il l'a été également par le Conseil national, après qu'un amendement présenté par Bleibtreu (Seine-Banlieue), stipulant que la question n° 3 serait la question principale des débats, eût été voté par 458 mandats contre 196.

Ainsi l'ordre du jour du congrès national se trouve définitivement établi dans les termes suivants :

Ordre du jour du congrès national

1° — Elaboration du programme de la transition vers le socialisme (dont la discussion a été engagée au Conseil national de juin 1962).

2° — Fixation des objectifs prioritaires pour le Parti dans la période présente.

3° — La question principale sera la définition de notre stratégie d'unité, des alliances à réaliser dans la perspective de Front socialiste et des rapports entre le Parti et les syndicats.

4° — Méthodes d'action et fonctionnement du Parti.

5° — Propositions de modifications des statuts.

Afin de permettre la mise au clair des points de divergence et des points d'accord dans un document synthétique, il est indispensable que les différents textes proposés respectent le plan ainsi fixé par l'ordre du jour.

En ce qui concerne la date du congrès, elle a été fixée aux 9, 10 et 11 novembre 1963. Le lieu en sera ultérieurement fixé par le Comité politique national, après une consultation des fédérations.

En ce qui concerne les méthodes à suivre pour sa préparation et pour la discussion la plus large, la plus claire et la plus loyale dans l'ensemble du parti, la commission que présidait Néry (Seine-et-Oise), n'avait pu réaliser l'accord sur un texte unique. Le Conseil national a donc eu à choisir entre deux propositions, l'une présentée par Delhon (Hérault), l'autre par Roland Floriand (Seine-et-Oise — C.P.N.). Le premier texte a été adopté par 389 mandats contre 293.

Nous ne pouvons reproduire ici l'ensemble de ce texte qui sera directement communiqué aux fédérations. Indiquons seulement qu'une de ses dispositions stipule qu'une commission de neuf membres, choisis en dehors du C.P.N., sera chargée de veiller à la régularité du débat instauré dans le Parti. Cette commission est ainsi composée :

Gérard Bécu, Richard Dartigues, Guy Desson, C. Guerche, Michel Lequenne, Pierre Marchi, Ludovic Marcus, Roger Noulé, E. Rungis.

Enfin le rapport de la commission chargée de préparer un régime provisoire de direction jusqu'au congrès national a été présenté par son pré-

dent, Desmoulin (Charente-Maritime).

Sur ce point de vue, nous ne pouvons que résumer les textes. Un certain nombre de dispositions ont été adoptées à l'unanimité, notamment celle qui demandait aux membres du Bureau national élu par le C.P.N. après le congrès d'Alfortville de remettre leur mandat à la disposition du Parti.

Puis, par 432 mandats contre 234, le Conseil national a décidé qu'aucun membre du Bureau national sortant ne pourrait faire parti du Bureau provisoire. Un vote à mains levées (54 contre 23) a décidé que celui-ci serait composé de six membres (contre un autre texte qui prévoyait un Bureau de treize membres, dont sept choisis lors du C.P.N.).

A la fin des travaux du Conseil national, le Comité politique national a tenu une brève réunion pour appliquer les mesures décidées. Le Bureau national a été ainsi constitué : Jacques Blaisse, André Calvès, Marcel Debarge, Roland Floriand, Harris Puishis, Jacques Raynaud.

L'unité des mineurs a fait leur force, l'unité syndicale fera notre force à tous.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65

Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

LE SABOTAGE DES ELECTIONS DES DELEGUES SYNDICAUX AUX USINES CITROEN

LES usines Citroën partagent, avec celles de Simca, la triste réputation de bénéficiaire, si on peut dire, du plus policier des régimes intérieurs. Les libertés syndicales y sont bafouées. La loi, qui est d'ailleurs bien imprécise et que nos sémillants députés « zuénères » et « zudétés » se gardent fort d'améliorer, y est interprétée par la direction d'une façon si restrictive qu'on peut affirmer qu'elle est quotidiennement violée dans son esprit.

Ce n'est évidemment pas la grande presse, ni les hebdomadaires qui émergent au budget de publicité Citroën qui vont faire la lumière sur ce scandale permanent. Aussi la direction Citroën se sent-elle si sûre de l'impunité qu'elle a réussi, à l'occasion des dernières élections de délégués du personnel, un exploit qui n'a pu passer inaperçu : faire appel à la police qui a complaisamment arrêté des militants syndicalistes qui distribuaient des tracts à l'extérieur des usines. Non contente de l'interdire dans ses locaux, il lui faut aussi faire la loi dans la rue.

Petits caractères et discrétion

Les faits qui nous ont été communiqués par un délégué de la C.G.T. et confirmés par des militants F.O. et C.F.T.C., sont les suivants : le lundi 27 mai, à Balard, dans le XV^e arrondissement, la police a tenté d'empêcher la distribution d'un tract de la C.G.T. relatif au premier tour des élections de délégués du personnel. Elle est également intervenue l'après-midi à Levallois où un militant a été arrêté puis déposé à 500 mètres de l'usine Citroën. Le mardi 28 mai, nouvelle intervention de la police à Saint-Denis, rue Ambroise-Croizat, ainsi qu'à Nanterre. Ces interventions de la police de Papon furent si voyantes que le ministre du Travail, craignant que l'opinion ne soit alertée, dut donner des directives pour que les sbires se montrent plus discrets à l'occasion du second tour. Il y eut cependant 64 % d'abstentions (10.603 votants sur 29.504 inscrits), ce qui en dit long sur l'efficacité des pressions de la direction Citroën. Aussi n'est-il pas inutile de donner quelques détails sur la gamme des procédés mis en œuvre par les patrons Citroën pour réduire au minimum les libertés ouvrières dans leurs établissements. Tous les moyens sont bons, de préférence les plus bas.

Pour commencer, l'affiche annonçant les élections est imprimée en petits caractères et particulièrement discrète. Dans certains secteurs, les heures et lieux de vote sont tapés

à la machine sur papier pelure et affichés ainsi. C'est dire qu'ils sont pratiquement illisibles. Toute propagande syndicale à l'intérieur de l'usine est naturellement interdite sous peine de mise à pied. Tandis que la convention collective prévoit que les heures de scrutin doivent être fixées après avis des délégués, la direction ne s'en préoccupe même pas. Les bureaux de vote en nombre réduit et placés aux endroits les plus défavorables et mal signalés furent ouverts pendant 4 heures aux alentours du repas, ce qui ramena en fait le temps total d'ouverture à 3 heures et demie. A titre de comparaison, signalons qu'aux élections législatives, les bureaux de vote sont ouverts sans interruption de 8 heures à 19 heures, soit, au total, 11 heures consécutives pour une moyenne de 1.500 à 1.800 électeurs. En outre, la direction refusa d'arrêter les chaînes de montage comme elle avait dû le faire pour les dernières élections à la Sécurité sociale.

Mais ce n'était pas assez. La direction a refusé aux représentants syndicaux de la C.G.T. d'assister au scrutin pour en assurer le caractère public comme l'exige l'article 10 de la convention collective. Elle a limité cette représentation à 1 délégué de Clichy pour l'ensemble des usines de la Seine, ce qui le mettait dans l'impossibilité d'exercer un contrôle sur les différents bureaux de vote disséminés à Paris et en banlieue (des établissements Citroën comprennent les usines du XV^e arrondissement de Paris, de Saint-Denis, de Saint-Ouen, de Levallois, de Clichy, de Nanterre). A titre de comparaison, chez Renault, à Billancourt, il y avait 43 contrôleurs pour 61 bureaux de vote, plus 2 secrétaires syndicaux par organisation syndicale. La direction n'a enfin accordé des laissez-passer que pour le dépouillement, après la clôture du scrutin. Par contre, elle est intervenue directement et illégalement auprès de bureaux et y a envoyé ses gardiens d'usine.

Pour avoir averti la direction par lettre qu'ils seraient présents dès l'ouverture des bureaux de vote et s'y être rendus et y avoir été présents pendant toute la durée du scrutin, les représentants syndicaux Seclier et Varnier ont été sanctionnés d'une journée de mise à pied. Varnier ayant demandé que cela fût inscrit aux procès-verbaux, ordre fut donné aux membres du bureau par un agent de la direction de n'en rien faire.

Le 28 mai, jour du vote des délégués titulaires, la direction, inquiète du nombre quand même trop élevé des votants malgré ces dispositions draconiennes, imposa la présentation de la carte de service pour voter. Depuis plusieurs années, cette carte

n'était pas exigée pour voter. Beaucoup de travailleurs ne gardent pas coup de travailleurs ne gardent pas cette carte de service sur eux, qu'ils doivent présenter le matin en entrant et qu'ils laissent au vestiaire. Beau-coup n'ont pu ainsi voter. Telle est la « démocratie » qui règne aux usines Citroën un jour d'élection des délégués du personnel. Et voilà comment on obtient 64 % d'abstentions.

Une série d'obstacles

Mais une fois élus, ces délégués pourront-ils exercer librement leurs fonctions ? Là encore, la direction, avec raffinement, dresse devant eux toute une série d'obstacles. Elle est servie par l'imprécision de la loi qui détermine le nombre des délégués titulaires et suppléants par rapport au nombre total des salariés d'une entreprise, mais ne fait nullement obligation au patron d'en accorder un par atelier. La répartition des délégués entre les ateliers est à la diligence de l'employeur et Citroën ayant la loi pour lui ne s'en prive pas. Grâce à une répartition totalement arbitraire, des secteurs entiers sont dépourvus de délégués. Voici quelques ateliers qui, au terme du dernier mandat, étaient complètement dépourvus de délégués : l'outilage central de Javel (777 travailleurs), la peinture (680), l'électricité-auto (561), la première finition (602), les transports (103), l'administration (617), les études (370), aux ateliers Gignoux et rue de l'Eglise (226), à Mozart (75), aux laboratoires (359), à Saint-Charles (541).

Ce n'est pas tout. Le délégué de Levallois, par exemple, ne peut se déplacer dans l'ensemble de cette usine, mais seulement dans un secteur sur quatre. Le délégué d'un secteur fixé par la direction ne peut exercer son mandat que dans l'équipe de son horaire. S'il est du matin, il ne peut pénétrer dans les ateliers de son secteur et se rendre auprès des travailleurs en équipe du soir. Ainsi, de nombreux travailleurs ne peuvent bénéficier de l'assistance du délégué prévue par la législation, mais dans des conditions telles qu'on peut facilement tourner cette disposition.

Quand, enfin, dans un secteur déterminé, les travailleurs ont le privilège, car cela devient un privilège, chez Citroën, de disposer d'un délégué, ce dernier, pour exercer son mandat, doit demander un laissez-passer à son chef qui transmettra d'échelon en échelon jusqu'à l'agent de secteur. Il sera exigé quelquefois d'indiquer où il va, qui il va voir et pourquoi. Quand l'agent de secteur est absent, le délégué doit attendre sous peine de sanction.

Laissez-passer refusé

En mars dernier, le camarade Coznet, délégué de Grenelle, voulut se rendre à l'entretien où des ouvriers l'avaient fait demander pour une revendication les opposant à la direction. Le laissez-passer lui fut refusé. Pour accomplir son mandat, il se rendit quand même à l'entretien. Il fut sanctionné de deux jours et demi de mise à pied. La direction a, dans ce cas, violé deux fois la loi : entrave au mandat de délégué et sanction abusive. Encore en mars dernier, un autre délégué de Grenelle, le camarade Varnier, fut « accompagné » tout au long de ses déplacements par l'agent de secteur alors qu'il accomplissait son mandat. Le 15 mars, le camarade Proust, candidat C.G.T. aux élections de délégués, a été licencié sur-le-champ sans que le motif lui soit notifié et sans que la lettre recommandée lui soit parvenue. Un autre candidat a été victime, lui, d'une provocation de basse police. Prétendant d'un vol commis dans le secteur de son vestiaire, son placard a été ouvert et ses affaires confisquées, notamment sa serviette qui contenait des papiers personnels et des documents syndicaux. Deux autres candidats de la C.G.T., Godard et Lobe, de Saint-Charles, ont, dès publication de leur candidature, été

mutés. Un ouvrier hérita de quatre jours de mise à pied parce qu'une brochure syndicale était tombée de sa poche et que quelques autres furent trouvées dans son vestiaire.

Nous arrêtons là cette énumération de brimades parmi les plus récentes. Elles sont pratiquées couramment chez Citroën depuis des années.

Quant à l'affichage des communications syndicales et des délégués, on se doute de ce qu'elles peuvent être. Dans une lettre à la direction, la section C.G.T. signale que les panneaux d'affichage sont totalement absents aux portes suivantes :

Porte principale rue Balard (entrée de la presque totalité des ateliers de Javel) ; porte rue Balard, face rue Gutenberg (entrée bout des chaînes) ; porte rue Balard (usine de Gutenberg) ; porte rue Saint-Charles (entrée usine de Gutenberg) ; porte outilage central, quai André-Citroën ; porte d'entrée des employés de l'administration, quai André-Citroën ; porte d'entrée Mozart ; porte d'entrée Gignoux ; porte d'entrée Etudes ; porte d'entrée Lourmel ; porte d'entrée rue Saint-Charles de l'usine Saint-Charles ; porte d'entrée Félix-Faure.

Comme on voit, la technique Citroën est bien au point. A cela, il faut ajouter la politique de recrutement du personnel. Une enquête minutieuse est de rigueur pour chaque postulant d'un emploi. Il faut éliminer les brebis galeuses. Et pour monter dans la hiérarchie, il faut montrer toute garantie de « moralité ». Par exemple, vous ne pouvez pas espérer devenir chef d'équipe si vous vivez en concubinage.

21 nationalités représentées

Aussi ne faut-il pas s'étonner si deux tiers du personnel seulement n'a pas plus de six mois d'ancienneté. A la production, 30 % des travailleurs sont des étrangers. Dans certains ateliers, la proportion monte jusqu'à 50 %. On compte vingt et une nationalités représentées, principalement des Espagnols, des Italiens et, depuis quelque temps, des Africains, sur lesquels les pressions peuvent d'autant plus facilement s'exercer qu'ils parlent mal notre langue et ignorent leurs droits.

Depuis le 28 mai, date des élections des délégués du personnel, le responsable espagnol de la direction fait la tournée des travailleurs espagnols et leur pose ces simples questions : « Avez-vous voté ? Pour qui ? Pourquoi ? De quoi vous plaignez-vous ? ». Quelle charmante bienveillance !

Il faudrait enfin parler du règlement intérieur qui est un chef-d'œuvre du genre. Qu'il nous suffise de dire pour en donner la mesure, qu'il dit textuellement que pendant le travail « il est interdit de siffler et de chanter ». Vous avez bien lu, camarade : « il est interdit de siffler et de chanter » chez Citroën.

C'est assez. Il faut mettre fin au régime policier chez Citroën. Comme Neyrpic, comme Simca, le domaine réservé du patronat de Citroën intéresse tous les travailleurs. Tant que subsistera ce cancer, il menacera de s'étendre à d'autres entreprises.

Les sections syndicales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont décidé d'agir en commun. C'est bien. Déjà, elles ont alerté l'inspecteur du travail et utilisé toutes les ressources de la légalité. Mais on sait ce qu'en peut attendre sous de Gaulle. Toute illusion dans ce domaine serait dangereuse. Il faut faire plus. Il faut avertir l'opinion, la mobiliser, préparer une action de masse à l'extérieur comme à l'intérieur. La bataille pour le respect des libertés ouvrières chez Citroën doit avoir une répercussion sur le plan national, être la préoccupation constante de tous. Pour faire triompher les libertés syndicales, la quinzième section du P.S.U. appelle tous les militants C.G.T., F.O., C.F.T.C., socialistes et communistes, à se réunir et à agir en commun pour que cesse la dictature fasciste chez Citroën.

Jean-René Chauvin.

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

Voici enfin réédités dans une magnifique édition illustrée tous les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN

14 vol. reliés 24 par mois

GRATUITEMENT

et sans engagement de ma part votre brochure illustrée de 16 pages sur les chefs-d'œuvre d'Erckmann Chatrian

Nom Pr.

Adresse

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30, rue de Grenelle 7^e

T.S. 3

COMPIEGNE : LES C.R.S. contre les parents d'élèves

(De notre correspondant particulier dans l'Oise M. Desachy)

COMPIEGNE connaît comme beaucoup de villes une situation scolaire difficile. Des C.E.G. neufs s'y édifient, trop petits avant d'être inaugurés. Les collèges d'enseignement technique sont trop petits. En 1963, il y avait 1.000 candidats environ ; 400 ont été admis. Le premier non reçu a une moyenne de 12,2.

En section commerciale, une élève non reçue a 66,5 sur 100, soit 13,3 de moyenne. Les problèmes de locaux, de maîtres qualifiés, se posent comme partout ailleurs. Le lycée mixte a besoin d'une considérable extension. Depuis des années, l'Association des parents d'élèves réclame cette extension. Le programme aurait pu être financé en 1965 ou 1966 si un nouvel incident grave n'était survenu. Une circulaire de novembre 1962 met à la charge des communes l'achat des terrains. Or le terrain prévu (offert autrefois par la ville à l'armée) doit être racheté à l'armée par la ville pour un coût total de 45 millions. La ville de Compiègne refuse justement de payer ce terrain militaire au prix de 12.000 F le mètre carré.

L'Association avait donc envoyé une circulaire confidentielle à ses adhérents, les invitant à apporter une brique pour élever un tas symbolique devant le lycée. Un journal local publia cette circulaire. Le préfet interdit la manifestation. Elle fut maintenue. Des cars débarquèrent les C.R.S. à Compiègne. Un quartier fut mis en état de siège. Le garçon boucher avec sa viande sur sa bicyclette fut refoulé comme le jardinier qui se rendait à son jardin.

Où allons-nous dans un pays où une manifestation légitime est considérée par le préfet comme une offense au chef de l'Etat? Le préfet applique les ordres de son patron, M. Frey. Le préfet entend non pas supprimer les sujets de mécontentement mais les mécontents. Jusqu'où va-t-il dans cette voie? Et les mots scandaleux intolérables, atteinte monstrueuse aux libertés, mesures préfascistes, viennent sous la plume.

Et comment ne pas penser aux déclarations impudentes de M. Fanton sur le Syndicat des instituteurs, la Ligue de l'enseignement ou l'U.N.E.F.?

Comment ne pas comprendre que la bataille pour un grand budget de l'Éducation nationale, pour la réforme Langevin-Wallon est un combat essentiel, un combat de front contre le gaullisme et sa politique de sabotage de l'enseignement public et d'avantages scandaleux consentis à l'enseignement privé?

MOTION

La Fédération de l'Oise du P.S.U.,

— apporte son appui total aux parents d'élèves qui exigent des locaux sains et confortables, un équipement normal, des effectifs ne dépassant pas 25 élèves par classe, des maîtres qualifiés ;

— proteste contre le fait que des milliers d'enfants n'ont pu être admis en 1963 dans les collèges d'enseignement technique du département ;

— approuve les manifestations de protestation organisées par les parents d'élèves et notamment la manifestation prévue par les parents d'élèves du lycée de Compiègne le 19 juin 1963 (tout est fait sur le plan gouvernemental pour repousser l'extension du lycée à une date indéterminée) ;

— réprovoque l'attitude du préfet de l'Oise qui a interdit la manifestation et appelé des C.R.S. à Compiègne pour empêcher les parents de se rendre devant le lycée ;

— estime intolérable cette atteinte aux libertés démocratiques les plus élémentaires.

DIFFICILE ELECTION D'UN U.N.R. A LA PRESIDENCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Claude BOURDET élu secrétaire

Le Conseil municipal de Paris a eu bien du mal à élire son nouveau président : séquences du référendum et des élections législatives, la droite et l'extrême-droite « Algérie française » n'ayant pas encore pardonné à la droite gaulliste d'avoir « bradé » les « provinces » algériennes.

On sait que le président du Conseil municipal de Paris est renouvelé chaque année. Un accord était intervenu dans la majorité réactionnaire pour qu'un U.N.R. succède à un indépendant. Mais, entre temps, la brouille avait éclaté. Elle s'était aggravée à l'automne, lors des élections et du référendum.

Une partie de la droite, groupée autour de Bernard Lafay, est restée irréductible. Aussi a-t-il fallu trois tours de scrutin, toute une nuit et d'innombrables suspensions de séance pour qu'un U.N.R., M. Auburtin, fût élu péniblement.

Il convient de noter aussi qu'au troisième tour, toutes les voix de la

gauche, communistes compris, se groupèrent sur Pierre Giraud (S.F.I.O.) qui est parvenu à deux voix de M. Auburtin.

Quant au bureau, vice-présidents et secrétaires, il compte un seul U.N.R. Il est composé, en outre, de 2 communistes, 1 P.S.U., 2 S.F.I.O., 1 M.R.P., 1 centre républicain, 2 indépendants.

Notre camarade Claude Bourdet a été élu secrétaire.

Les professeurs du secondaire d'accord avec les instituteurs

Les professeurs et surveillants des lycées de l'Académie de Paris ont protesté, le 25 juin, contre les retards accumulés par le gouvernement et l'Administration dans l'application concrète des mesures adoptées par le Conseil supérieur de la Fonction publique en février dernier : normalisation des échelles II, augmentation indiciaire des biadmissibles et des surveillants. Ils affirment leur entière solidarité avec leurs camarades instituteurs en grève pour protester contre ce qui n'est pas seulement un retard, mais une violation des engagements pris à l'égard des chargés d'école.

La journée du 25 juin a été pour les personnels du second degré à la fois l'expression d'une protestation solidaire de tous les enseignants contre ces agissements et un avertissement pour l'action de refus des heures supplémentaires qu'ils ont préparée pour la rentrée prochaine si leurs conditions de travail ne sont pas sensiblement améliorées.

Prenez des contacts

Nos lecteurs qui, à l'occasion des vacances, se déplaceront en France ou à l'étranger feront un grand plaisir aux amis des pays qu'ils traverseront en dans lesquels ils séjourneront en entrant en contact avec eux.

Qu'ils n'hésitent pas à écrire au secrétariat du P.S.U., 8, rue Henner, pour nous demander des adresses utiles.

Merci d'avance.

Le nouveau pape : Poursuite de l'œuvre de Jean XXIII mais avec prudence

COMME l'on dit en jargon turfiste, le favori a gagné de plusieurs longueurs. Il a fallu guère plus de quarante-huit heures pour que le cardinal Montini succède à Jean XXIII.

Nul ne saura dans quelles conditions, et à quel prix, cette élection a eu lieu : les conclavistes savent garder leurs secrets. Sans ces renseignements précieux, on ne peut qu'avancer des conjectures, que la réalité démentira peut-être bientôt. Les commentaires sur l'élection du défunt pape doivent appeler le journaliste à une grande modestie !

Ces précautions prises, on peut tout de même rappeler quelques faits ayant trait à la carrière de Paul VI et tenter d'en tirer des enseignements.

Contrairement à Mgr Roncalli, qui avait passé la plus grande partie de sa vie à l'étranger et possédait de ce fait une grande expérience des hommes et des caractères nationaux, le nouveau pape demeure avant tout un Italien. Sans doute a-t-il été archevêque de Milan, une province du Nord à traditions prolétariennes, ce qui a pu le mettre en contact avec les problèmes du monde moderne et lui faire comprendre les espoirs des travailleurs organisés (on a parlé de

contacts avec certains dirigeants communistes locaux). Mais il demeure essentiellement un prélat de curie, c'est-à-dire un homme de gouvernement ; en particulier, il convient de souligner le rôle actif, bien qu'effacé, qu'il joua auprès de Pie XII. Dans le sens de la modération? Bien malin qui pourrait le prétendre.

Paul VI a aussi soutenu la politique de son prédécesseur, à qui il doit le « chapeau », tout en s'étant écarté du gouvernement de l'Eglise.

Faut-il voir dans ce comportement une grande habileté qui lui a permis d'apparaître à son heure sans être trop marqué? Ce qui est sûr, c'est que le nouveau Souverain Pontife est un homme intelligent, diplomate, certainement un excellent homme de gouvernement.

Est-il vraiment libéral? Tout est relatif. Naturellement, il s'est toujours opposé au clan des intégristes, définitivement condamné aujourd'hui. Vraisemblablement, il ne partageait pas non plus la rigueur dogmatique de Pie XII et n'aurait sans doute pas condamné l'expérience des prêtres-ouvriers ni de la « Quinzaine ». Néanmoins, il ne s'est guère fait remarquer, au Concile, par des positions novatrices, à la différence

LA DROITE ET LA GAUCHE AUX ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

UN certain nombre d'élections cantonales partielles ont eu lieu dimanche dernier. Elles présentent un intérêt fort inégal.

On y constate, en effet, dans l'ensemble, outre un très fort pourcentage d'abstentions, un certain immobilisme : un U.N.R. succède à un U.N.R. dans les Alpes-Maritimes, un S.F.I.O. à un autre S.F.I.O. dans le Tarn-et-Garonne.

Quelques traits de ces scrutins méritent cependant d'être signalés.

Dans le Maine-et-Loire, un M.R.P. succède à un indépendant et bat un candidat U.N.R. Mais le vainqueur avait pris soin de préciser qu'il n'était pas opposant au régime.

Dans le Tarn-et-Garonne, le candidat S.F.I.O. élu a triomphé d'un adversaire M.R.P. en bénéficiant du retrait du candidat communiste.

Enfin, le cas du canton de Seclin, dans le Nord, est le plus intéressant.

Un communiste remplace un S.F.I.O. C'est qu'au premier tour le candidat de ce parti était arrivé en seconde place derrière le candidat du P.C. Il s'était néanmoins maintenu. Le M.R.P. s'était alors retiré et avait convié les électeurs à faire triompher « un grand rassemblement centriste » : c'était une invitation à voter pour le candidat S.F.I.O. Or il semble bien que, malgré cet appel, les voix des M.R.P. se sont reportées en majorité sur l'U.N.R. Le candidat communiste gagnait, malgré le maintien du candidat S.F.I.O., 2.500 voix environ, tandis que ce dernier progressait à peine de 300 suffrages.

Bref, malgré la diversité des situations locales, malgré les décisions des directions des partis, la masse des électeurs semble reconnaître spontanément et clairement la décision fondamentale entre la droite et la gauche, la limite entre les deux grandes forces se situant entre ceux qui acceptent le régime gaulliste et ceux qui le combattent.

J.-C. Barigel.

APRÈS LES 24 HEURES
DU MANS 1963

LES COURSES AUTOMOBILES

LE TOUR DE FRANCE

UN QUART DE SPORT LE RESTE D'AFFAIRES



(Agip.)

Jacques Anquetil : Il a pris le départ, mais on lui a forcé la main.

QUE l'on ait une sainte horreur du cyclisme, ou que l'on soit un mordu de « la petite reine », il est difficile d'ignorer le phénomène qui, chaque année, de la fin juin à la mi-juillet, prend la première place dans toutes les conversations et relègue au second plan : cataclysme, élection ou révolution. Et tant pis si vous n'aimez pas ce cirque ambulante, mi-course cycliste mi-Foire de Paris, mais le Tour de France, qui survit à toutes les révolutions de la mode, reste, avec la saucisse frite et l'accordéon, profondément enraciné dans le cœur enfantin des Français.

Le Tour de France fête cette année son 50^e anniversaire. Depuis 1903 (il y a eu dix années d'interruption), cette machinerie colossale fonctionne admirablement. Tous les ans, ce long rubean mécanique offre le plus baroque des spectacles, sous la direction de Jacques Goddet, grand patron et tête pensante de la caravane.

La caravane de juillet

Et le miracle dure. Depuis cinquante ans le Tour a gardé la même ferveur auprès des foules. Pour voir passer la caravane, dans laquelle on a parfois la peine à retrouver les coureurs, des populations entières émigrent vers les grandes routes ou transhument vers la montagne. On attend des heures pour voir passer comme un bolide le héros de ses couleurs. Tout un peuple est là, ravi, au bord de la route, casse-croûte en main, transistors en bandoulière, pour applaudir ce phénomène nommé Tour de France.

Vous êtes-vous déjà demandé ce qu'il

« avait dans le ventre », ce Tour de France que les foules idolâtraient ? Le Tour est une vaste organisation et, pourquoi le cacher, une très bonne affaire qui fonctionne toute l'année avec son matériel et son personnel. Et, comme tout commerce qui se respecte, ce sont des millions et des millions qui sont brassés, distribués et, bien sûr... encaissés.

Le Tour commence en vérité au mois d'août. Dès que le Tour est terminé, le matériel remis, ses cerveaux se mettent pour quelques jours au repos. Et puis, vers la mi-août, tout l'état-major se remet à la tâche. Premier travail, la critique du Tour passé, les enseignements à en tirer. Le Tour qui vient de s'achever est passé au crible. Puis, vers la mi-octobre, on commence à dessiner le Tour suivant.

Ce n'est pas un petit travail. Il faut tout concilier : les impératifs de la course, les intérêts du ministère de l'Intérieur et surtout les intérêts financiers, touristiques, etc. Après, les cerveaux vont à la recherche des villes-étapes.

Chaque ville, pour être choisie, doit répondre à trois conditions :

- a) avoir une capacité d'hébergement d'au moins 1.500 lits, avec les villes proches ;
- b) disposer d'un minimum de 25 circuits téléphoniques ;
- c) versement d'une indemnité que les organisateurs justifient par « le coup de fouet » que reçoit le commerce local au passage du Tour. Ces indemnités sont de l'ordre de 3 à 5 millions d'A.F., selon l'importance de la ville.

Quand les villes sont enfin retenues, dans chacune d'elles se crée un comité local (police, service de voirie, commerce, publicité, presse, etc.). Il faut tout prévoir. Le moindre grain de sable et c'est une révolution. Car le Tour se monte et se démonte chaque jour, comme un cirque. C'est bien le plus grand chapiteau du monde : plus de 400 véhicules. Sans parler de la caravane publicitaire que les organisateurs doivent encore administrer, réglementer. Incroyable entreprise, si l'on sait que chaque grande marque organise son propre spectacle qui sera présenté chaque soir aux populations des villes-étapes. Au total, avec les journalistes, les photographes, la caravane publicitaire, etc., ce sont 1.500 personnes qui forment la caravane du Tour.

L'affaire Anquetil

Parlons un peu des coureurs, car si le Tour de France est aujourd'hui une foire, la principale attraction reste cependant... la course cycliste. Pour un coureur, gagner le Tour équivaut au prix Nobel pour un écrivain. C'est la consécration, la gloire et, bien sûr, la fortune. Mais le fait d'être sélectionné pour le Tour représente déjà pour le coureur une promotion. Les places sont chères, la sélection difficile et, s'il y a beaucoup d'appelés, il y a peu d'élus.

Depuis l'été dernier, le Tour de France a subi une transformation spectaculaire. On ne court plus pour la patrie, mais pour un apéritif, la chicorée ou le café X... Le miracle, encore une fois, a joué, le Tour de France a retrouvé une deuxième jeunesse. Fini le chauvinisme d'antan, le drapeau y perd mais la course y gagne ; on s'est aperçu que les coureurs se dépensaient plus pour une marque d'apéritif que pour la France ou l'Italie. A dire vrai, la raison en est simple : l'apéritif X... paie beaucoup plus les coureurs que le directeur de n'importe quelle nation engagée.

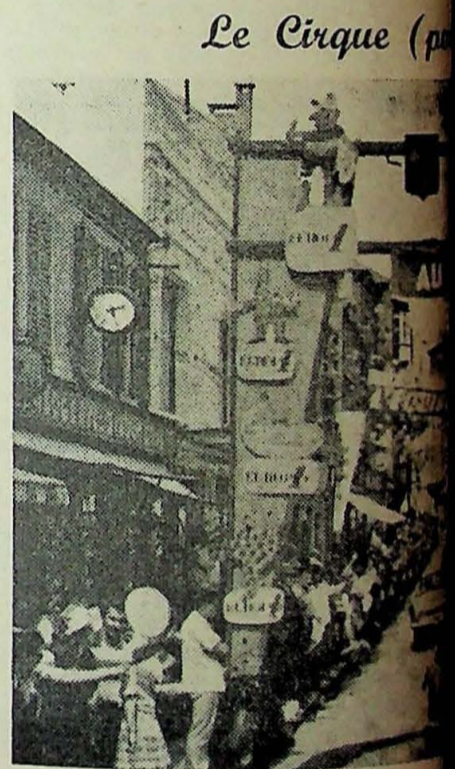
Mais les nouveaux patrons, commerçants avant tout, réclament des coureurs des efforts surhumains. Pour eux, un seul impératif : respecter les contrats, et parfois les problèmes se compliquent comme, cette année, l'affaire Anquetil, qui fit grand bruit dans la presse et dans les milieux sportifs. Cette affaire, qui met en jeu les intérêts les plus divers, est en réalité fort simple.

La grande question, à la veille du Tour, était la suivante : Jacques Anquetil prendra-

t-il ou non le départ de la grande boucle ? Le champion normand, pour sa part, avait depuis longtemps pris position ; il ne voulait pas courir le Tour 1963, ou plus exactement il ne pouvait pas.

L'état actuel de son foie ne lui permettait pas de soutenir vingt et une journées d'efforts. Sur ce, un hebdomadaire qui se complait dans le scandale « révèle » qu'Anquetil « court surtout derrière 5 millions ».

Et le journal affirme que les tergiversations d'Anquetil n'ont d'autre but que de réclamer à ses employeurs « une rallonge » de cinq millions A.F. Tout cela ne provient que de la plume d'un journaliste en mal de sensation. La vérité est tout autre. Le médecin de Jacques Anquetil est formel sur ce sujet. Le docteur Hermier a en effet mis le champion normand en garde contre les risques qu'il



Un autre aspect et non des moins importants, est celui que forme la caravane publicitaire et le spectacle qu'elle offre aux villes étapes « les grandes marques ».

Pour illustrer cette formidable armée que représente la caravane publicitaire, voici comme exemple Europe 1 qui a mobilisé pour la grande boucle :

— 150 collaborateurs — 1 car de sonorisation — 12 voitures et caravanes — 1 camion « Lumière et Son »

court en prenant le départ du Tour. Alors pourquoi cette insistance des employeurs d'Anquetil ? Pourquoi vouloir le forcer à courir contre son gré ? Parce qu'il y a là-dessous une affaire de millions, mais ce n'est pas Anquetil qui les réclame.

Une quarantaine de millions en jeu

Imaginez qu'une grande agence de publicité ait traité, il y a quelques semaines, un solide marché pour la durée du Tour de France. Imaginez toujours qu'il y ait une quarantaine de millions en jeu, mais que l'absence d'Anquetil risque de faire réduire considérablement la somme. Vous voyez que des tas de gens ont intérêt à forcer la main à Anquetil.

Sans compter les moralistes ! Ceux qui font la leçon — ou du chantage ? — à Jacques Anquetil en jouant sur le sentiment : « Attention, c'est

PEUVENT ENCORE ÊTRE TRÈS UTILES...

ANCE

dangereux, si vous persistez, la maison qui vous équipe pourrait se retirer de la compétition l'année prochaine. Alors, Jacques, pensez à vos petits copains qui resteraient sur la touche... »

« Ça, ça doit bien faire rire Jacques. Pour plusieurs raisons. »

Tout d'abord parce que Jacques « n'appartient » pas à la maison Saint-Raphaël : il est lié par contrat avec... M. Philippe Potin (c'est beau les règlements de la Fédération Française de Cyclisme !...).

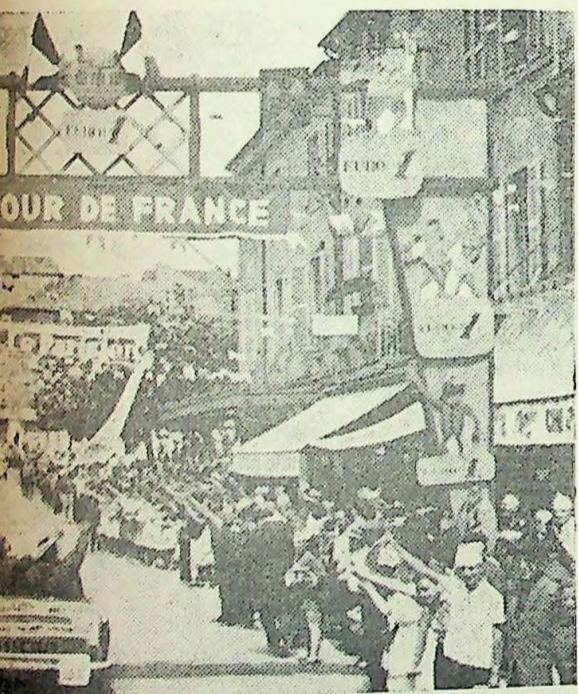
Ensuite, parce que, personnellement, nous ne serions pas étonnés d'apprendre que la maison Saint-Raphaël, depuis pas mal de temps déjà, aurait informé Jacques Anquetil, par lettre, d'avoir à s'occuper de son avenir commercial pour 1964. Jacques Anquetil et quelques autres... Ce qui priverait — plus que les coureurs — certain directeur « détaché » de substantiels appointements. Alors « on s'accroche... »

Enfin, parce que, contrairement à ce que pensent certains, les firmes désireuses d'épauler une équipe de cyclistes ne manquent pas. Ni l'argent ! Ce qui manque, ce sont les champions.

Au début de cette année, même en jetant — comme certains — les millions par la fenêtre, il n'y avait pas moyen de s'offrir un champion : ils étaient presque tous trustés par le groupe Potin-Doussat-Saint-Raphaël.

Alors, comme le disait un industriel, si

licitaire) du Tour



(Photo Tribune.)

1 groupe électrogène — et son fameux podium électronique formé d'une remorque de 10 m 80 de long et de 2 m 46 de large.

Le tout pour la coquette somme de 150 millions A.F., largement compensé, il est vrai, par les contrats publicitaires.

Le Tour est à l'image de notre époque absurde ; si la « grande boucle » survit, nous le devons au Pétrole... au Café... et à l'Apéritif... La publicité aujourd'hui fait vivre les arts et le sport.

c'est pour avoir une « équipe de Palapans », je préfère attendre... Attendre quoi ?

Eh bien ! la disparition du groupe Saint-Raphaël ! Ça jettera sur le marché des disponibilités des Anquetil, Stablinski, Altig, De Roo, Rostollan, Geldermans, Lebaube, Elliott, Novak, Ignolin, etc. De quoi faire le bonheur de deux ou trois équipes nouvelles !

Comme on voit, cette « affaire Anquetil » met en jeu de nombreux intérêts. Et des plus divers. Mais l'intérêt personnel de Jacques, tout le monde s'en moque éperdument...

Finalement, tous les assauts conjugués ont eu raison de la résistance morale d'Anquetil. Harcelé, poussé, bousculé, insulté même, le champion normand changea sa décision : il a pris le départ du Tour 1963. Par lassitude.

Cette histoire sordide illustre bien ce qu'est devenu le Tour 1963 : une affaire de gros sous où le sport joue un rôle secondaire.

Dominique Laury.

Les progrès de la commercialisation ne sont pas très rapides, mais toutes les voitures bénéficient des enseignements de la course

20 heures ! Sur la piste, les voitures se suivent à dix mètres, bien rangées, sages, accomplissant leur ronde folle, avec application, avec prudence, le ballet a l'air d'être bien réglé et soudain une Alston-Martin, préparée pendant des mois pour cette épreuve, révisée, revue sans cesse, une Alston-Martin perd ce que la voiture de M. Tout-le-monde n'a jamais perdu et ne perdra jamais : le carter d'huile, 18 litres répandus sur la piste, une traîtrise pire que le verglas.

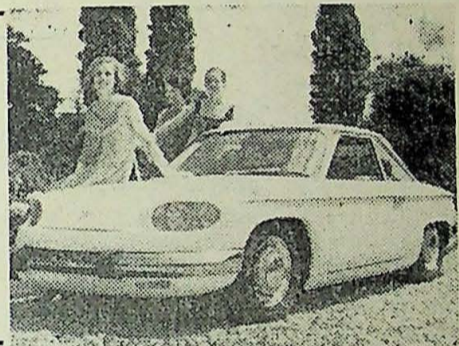
C'est d'abord une Jaguar qui, à 200 à l'heure, se met en travers, fait deux tours et s'immobilise, puis une voiture bleue, une René-Bonnet, qui se retrouve sur le toit, tournant comme une toupie, sans trop de casse d'ail-

grande série, et équipent en particulier les quatre roues de la R-8 Renault, ces freins ont permis il y a exactement dix ans à Jaguar de l'emporter au Mans ; c'était à l'époque une révolution qui permettait aux voitures anglaises de gagner quinze mètres à chaque virage.

Il a fallu dix ans pour passer de la course aux voitures de série mais le progrès, au stade de la commercialisation, n'est pas toujours rapide, même en sport automobile. Les pneus que nous utilisons quotidiennement et dans des conditions de sécurité toujours plus grandes, ces pneus qui crevent encore certes, mais seulement deux ou trois fois l'an, qui ne les a améliorés sinon la course, idéal banc

Cette nouvelle Panhard, dotée du moteur Tigre, est un exemple typique de ce que la course apporte à l'industrie automobile. La doyenne de nos marques et un des seuls constructeurs français à entretenir un service compétition. On reparle ces temps-ci d'une voiture nationale de formule 1 dont la construction serait confiée à Bugatti.

(Agip.)



leurs, et derrière, l'Alpine de Bino Heins qui, voulant éviter cet amas de carrosseries et de conducteurs, freine trop brutalement, va percuter un poteau et s'embrase immédiatement, sans espoir pour le malheureux pilote, coincé dans son habitacle.

La course automobile est un sport, mais jamais aucun sport, même la boxe, n'a été aussi meurtrier. Des grands pilotes de l'après-guerre, combien en reste-t-il pour venir témoigner : Wimille, Peter Collins, Behra, Rodriguez, ont tous un jour connu le dixième de seconde qui ne pardonne pas. Au Mans, pour les 24 Heures, il y avait un directeur de chez A.C. Un beau barbu, qui, lui, a échappé par miracle plus de dix fois à la mort. Stirling Moss, après son dernier accident, a juré qu'il ne monterait plus dans une voiture de course. Combien de temps tiendra-t-il sa promesse ?

Devant le danger des courses automobiles, la question est posée : sont-elles encore utiles. Les spécialistes vous répondent immédiatement que quand Jazy court pour battre un record, il ne tente d'améliorer qu'une performance. Son record contribuera certes à reculer les limites de la résistance humaine, mais les médecins n'attendent pas après lui pour pouvoir juger la capacité de l'homme.

La course automobile au contraire contribue à la solution de problèmes immédiats, résistances, tenue de route, vitesse, qui demain permettront à la voiture dominicale de M. François Moyen d'aller plus vite, d'être plus résistante et de freiner mieux. Les freins à disque qui sont produits en

d'essai pour mesurer l'usure, la résistance à l'échauffement, la tenue de route ?

Souvenez-vous qu'en 1905, on crevait vingt fois pour parcourir Paris-Deauville et à l'époque la jante n'était pas démontable !

La course utile peut-elle devenir un jour la course sans danger ? Elle l'est devenue tout au moins pour les spectateurs, l'atroce accident du Mans en 1955 qui avait coûté la vie à 85 personnes n'a plus aucune chance de se reproduire sur les circuits européens et mondiaux, les protections sont efficaces et même pour les pilotes un gros effort a été fait, mais jamais un bolide d'aluminium, pesant 400 kg et lancé à 300 km-h, ne sera un fauteuil de salon.

L'industrie aéronautique paye, elle aussi, un lourd tribut au progrès, le métier de pilote d'essai est plus dangereux que celui de pilote de course, mais les risques ne sont pas exposés au grand jour.

Le drame de la course, c'est qu'elle est publique, la concurrence, la foule stimulant les acteurs, faisant naître l'angoisse, au fil des tours, cette atmosphère très spéciale qui baigne Le Mans ou Reims, on ne la retrouve nulle part ailleurs dans aucun autre sport. Qui n'a veillé dans un stand, celui de René Bonnet ou d'Alpine par exemple, pendant 24 heures, entouré de chronomètres, bousculé par les mécaniciens avec toujours à gauche au bout de la piste la même interrogation : va-t-elle repasser ? Celui-là ne connaît pas la course.

Michel JOCH.

LE SYNDICALISME OUVRIER AU MAROC

Au lendemain des premières élections législatives du Maroc, où les syndicats ont joué un rôle important, liés qu'ils sont aux partis politiques, et alors que des grèves éclatent dans différents secteurs de l'économie, il nous a paru intéressant de donner ici une analyse des forces syndicales.

Le Maroc connaît, avec le régime de multipartisme dernièrement consacré par la Constitution royale, un pluralisme syndical qui s'est instauré progressivement à partir de mai 1960, date à laquelle Mohamed V avait renvoyé le gouvernement Ibrahim (U.N.F.P.) pour exercer directement le pouvoir. Depuis, la multiplication des syndicats a marché de pair avec la participation ministérielle des différentes fractions politiques.

En principe, trois centrales, d'importance très inégale, se disputent aujourd'hui la représentation des 250.000 ouvriers qui composent le prolétariat marocain : « l'Union marocaine du Travail » (U.M.T.), fondée avant l'indépendance et demeurant prépondérante après trois années d'opposition au gouvernement du Palais ; « l'Union générale des Travailleurs du Maroc » (U.G.T.M.), fondée en 1961 par le parti de l'Istiqlal au pouvoir, et « l'Union des Syndicats des Travailleurs libres » (1), créée l'année suivante par le « Mouvement Populaire », seul parti représenté actuellement au sein du front gouvernemental des monarchistes inconditionnels, après le retrait des trois ministres Istiqlal.

En fait, seule l'U.N.T., grâce à la force de ses effectifs et à l'expérience de ses cadres, influence le rapport des forces au Maroc. Mahjoub ben Seddik a été, avec les actuels dirigeants de la gauche, l'un des principaux promoteurs de la scission du 25 janvier 1959 au sein du parti de l'Indépendance.

Par la suite, sa politique, tantôt intégrée à celle de l'U.N.F.P., tantôt plus ou moins indépendante lui a permis de jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la situation du pays : appuyée sur l'organisation populaire de Ben Barka et Bouabid, la Bourse de Travail a pu, pendant longtemps, résister à l'hostilité déli-

(1) A peu près inexistant. Compte quelques affiliés à la Santé, l'un des leaders, Ghatib, étant ministre de la Santé.

berée du Palais. Mais, depuis quelque temps, prise entre les contraintes du pouvoir avec lequel elle entretient de multiples liens de dépendance et les exigences de l'U.N.F.P., qui contrôle politiquement une grande partie de la classe ouvrière, elle semble avoir choisi de faire provisoirement cavalier seul. Pour sortir de ce dilemme, elle s'est retranchée, dans un premier temps, derrière le principe de « l'indépendance syndicale » sur lequel elle a mis l'accent dans son troisième Congrès après avoir tenté sans succès la dépolitisation de ses adhérents. Non suivie par une partie importante de la base et de ses cadres partisans d'un syndicalisme engagé, elle est en train de négocier une réconciliation avec l'U.N.F.P. après s'être rendu compte des inconvé-

clamée et soutenue par l'ensemble des forces politiques au profit de l'U.N.T., centrale unique représentant la totalité de la classe ouvrière. Ayant eu tour à tour partie liée avec les gouvernements qui se sont succédé à cette époque, la Bourse du Travail, profitant des subventions, des locaux et du personnel administratif permanent qui lui étaient fournis par l'Etat, a pu s'implanter pratiquement dans tous les centres ouvriers du pays et à se doter de structures solides. Parallèlement à cette œuvre d'organisation, elle a réussi, sans recours à la lutte revendicative, à faire aboutir l'essentiel de ses revendications dont les plus importantes étaient l'échelle mobile des salaires et l'institution d'un régime de Sécurité sociale pour tous les travailleurs.

pressions d'envergure, l'U.M.T., soucieuse de conserver son appareil qui dépend, dans une proportion de 90 p. 100, des secteurs public, semi-public et privé, a été obligée, tout en maintenant une combativité verbale, d'assouplir sa position vis-à-vis du pouvoir et du patronat.

Des oppositions sérieuses

Cette ligne de conduite s'est manifestée à partir de 1961 par un détachement progressif de l'U.M.T. par rapport à l'organisation politique de l'U.N.F.P. et par un travail de dépolitisation à l'intérieur de la classe ouvrière suivant des mots d'ordre donnant la priorité aux revendications professionnelles et à la « bataille pour le pain ».

Cette tentative de conversion a rencontré des oppositions sérieuses au sein de l'organisation ouvrière et a accru chaque jour les divergences avec l'U.N.F.P. qui détient de son côté des moyens d'action importants avec le prolétariat. Devant cette situation, la Bourse du Travail s'est employée avec plus ou moins de succès, tout en paralysant par son veto toute action entreprise par l'U.N.F.P. susceptible de la dépasser, à punir les « indisciplines », comme la grève des fonctionnaires des Affaires étrangères qui a été réprimée par le pouvoir au moyen de licenciements massifs et à mater les oppositions internes telles que celle de la puissante fédération des P.T.T. qui a été sévèrement désavouée au dernier congrès de la centrale et finalement dissoute.

Ce conflit de tendances, qui a divisé en sourdine, pendant les années 1961 et 1962, la gauche marocaine sur l'attitude à prendre vis-à-vis du pouvoir royal, a commencé à apparaître au grand jour et de manière publique depuis le référendum constitutionnel. A la veille de ce dernier, l'action du pouvoir semble avoir été particulièrement contraignante à l'égard de l'U.M.T. qui n'a pu respecter entièrement son engagement de boycotter la consultation électorale. Peu de temps après, elle a annoncé publiquement sa décision de ne pas participer avec l'U.N.F.P. aux élections législatives du mois de mai et de laisser la liberté à ses adhérents de voter pour le « candidat le meilleur ». Si bien que dans quelques-uns des fiefs de l'U.M.T., c'est soit le candidat gouvernemental, soit celui de l'Istiqlal qui l'a remporté. De plus, l'Istiqlal de Boubeker est venue au plus fort de la campagne électorale renforcer l'impression de collusion entre l'U.M.T. et le pouvoir de Hassan II.

A Boubeker, la puissante société Zellidja, au sein de laquelle l'Etat marocain détient 18 p. 100 des participations est l'un des plus gros actionnaires, par suite de l'épuisement de la mine, a décidé de licencier le 1er février dernier soixante-douze ouvriers dont certains atteignaient plus de quinze ans de service. Devant la carence de la direction de l'U.M.T. et la complicité des forces de l'ordre, les ouvriers de la petite cité minière ont déclenché une grève générale qui a duré plus de trois mois. Au moment de la campagne électorale de mai, la Bourse du Travail a publié un communiqué désavouant les grévistes, signé un protocole avec la société exploitante consacrant le licenciement des soixante-douze ouvriers, et rendu un hommage public au gouvernement, toutes choses qui n'ont pas manqué d'être exploitées par le F.D.I.C. pour obtenir dans certaines circonscriptions le suffrage des travailleurs.

Tout dernièrement, devant les menaces croissantes d'isolement, Mahjoub ben Seddik a esquissé un mouvement de rapprochement avec l'U.N.F.P., rejetant momentanément l'idée d'un parti travailliste et renonçant au projet de liste U.M.T. aux prochaines élections municipales et communales. Il semble s'être convaincu que la classe ouvrière, coupée des autres couches révolutionnaires de la société, ne peut défendre ses intérêts et qu'elle ne peut jouer son rôle qu'alliée à la paysannerie et à la petite bourgeoisie largement représentée au sein de l'U.N.F.P.

TROIS PARTIS	TROIS CENTRALES	d'inégale importance.
U.N.F.P. Union nationale des forces populaires.	U.M.T. Union Marocaine du Travail.	La plus ancienne centrale syndicale. La plus importante.
ISTIQLAL Indépendance.	U.G.T.M. Union générale des Travailleurs du Maroc.	Fondée en 1961. 1/5 environ des effectifs de l'U.M.T.
Mouvement Populaire	U.S.T.L. Union des Syndicats des Travailleurs libres.	Inexistante.

nients de l'isolement grave où elle se trouverait si elle créait le « parti travailliste » dont elle a fait répandre le bruit.

Un problème complexe

Une telle situation rend fort complexe le problème syndical au Maroc. Si l'existence de centrales rivales ne semble pas mettre en cause sérieusement l'unité de la classe ouvrière, tant il est vrai que l'U.M.T. continue de contrôler environ les quatre cinquièmes du prolétariat urbain, il est bien évident que des questions fondamentales se posent, qui se situent dans le contexte politique des rapports entre la classe ouvrière et le régime de Hassan II, d'une part ; la Bourse du Travail et l'U.N.F.P., d'autre part, s'affirment de plus en plus comme l'expression révolutionnaire de l'alliance du prolétariat avec les autres couches exploitées de la société marocaine.

Une analyse rapide de l'évolution de ces rapports contribuerait, dans une grande mesure, à faire comprendre la situation politique des trois dernières années au Maroc.

La période de 1956 à 1960 a été, au Maroc, celle de l'unité syndicale pro-

l'accession au pouvoir d'Abdallah Ibrahim a marqué l'apogée de sa force.

Avec la chute du gouvernement Ibrahim, l'U.M.T. s'est engagée dans l'opposition. Pour la première fois depuis l'indépendance, elle s'est trouvée sans couverture gouvernementale aux prises avec un pouvoir hostile qui allait la combattre méthodiquement sur un double plan.

D'une part, en encourageant la création de l'U.G.T.M., d'obédience Istiqlal. Cette centrale nouvelle, animée directement par M. Douiri, ministre de l'Economie nationale et des Finances d'alors, a commencé très vite à jouer un rôle très actif sur le plan de l'embauche qu'elle a entreprise systématiquement dans les secteurs d'entreprises et d'administrations contrôlés par les portefeuilles Istiqlal : Phosphates, B.E.P.T., B.R.P.M., Impôts et Douanes, Transports, Ports et Marine marchande, Justice.

D'autre part, vis-à-vis de l'U.M.T., le gouvernement refusait toute discussion sur les revendications sociales, laissant souvent pourrir ses grèves afin de faire sentir à ses adhérents que leur appartenance à la centrale d'opposition ne leur assurait plus aucune protection.

Soumise, de façon inattendue, à ces

TRIBUNE SOCIALISTE

fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour
29,50 F
au lieu de
75 F

l'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac

LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS

dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement, illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

Une chance exceptionnelle nous

BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris-7^e.

Veillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 F + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31. Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom T.S.
Profession
Adresse



EN SURVOLANT
LE MONDE...

ITALIE: LES PROBLÈMES DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

A PRES trois mois de crise, M. Leone, inconnu mais paraît-il sympathique, a réussi à former un gouvernement « neutre » et qui, visiblement, est plus administratif qu'autre chose. On dit la démocratie malade en Italie et, à première vue, cette maladie viendrait du refus du P.S.I. de reprendre l'expérience de « Centre gauche » tentée avec des fortunes diverses sous la précédente législature.

Cette expérience de centre gauche appliquée par MM. Nenni et Fanfani, bien qu'assez décevante pour les socialistes (leur pro-

gramme minimum n'ayant pas été exécuté) leur donnait de grandes expériences pour les élections d'avril. Las, s'ils n'ont pas perdu du terrain comme la démocratie chrétienne, ils ont plafonné bien modestement et ce sont les communistes qui ont gagné le plus de voix. Cette désillusion a pesé lourd lors du dernier congrès du P.S.I. qui, malgré l'avis de M. Nenni, a décidé de rompre le centre gauche pour ne pas se couper des communistes.

M. Nenni a démissionné, tirant la conclusion de ce congrès qui l'avait désavoué. Mais le problème n'est pas résolu pour autant

et le vieux leader dont la retraite n'a pas été acceptée, se trouve en face d'un problème qui dépasse bien le cadre de la politique italienne. La gauche européenne non communiste est à un tournant.

Demain, c'est-à-dire dans cinq ans, l'Europe sera sociale-démocrate : en Grande-Bretagne avec Wilson et les travaillistes, en Allemagne avec Willy Brandt et le S.P.D. Je n'ose pas prévoir le sort de la France, mais il semble plus que probable qu'une solution de centrisme emporte les suffrages après de Gaulle.

En fait, les partis de gauche sont placés devant le dilemme : ou s'infiltrer et essayer de prendre les leviers de commande, ou bien refuser toute responsabilité et, ayant une solution de rechange, attendre que l'édifice capitaliste se laisse prendre d'assaut. La crise qui secoue le parti de Pietro Nenni est la même que celle du P.S.U. Faut-il attendre l'hypothétique révolution ? Faut-il avoir le courage d'être réformiste ? A celui qui répondra, l'hommage de la gauche reconnaissante.

M. J.

KENNEDY EN EUROPE: voyageur sans bagages

Khrouchchev n'a pas voulu laisser Kennedy parler seul aux Allemands. Au moment où le président des Etats-Unis arrivait à Bonn, le Kremlin annonçait que le Premier secrétaire du parti communiste de l'U.R.S.S. se rendait à Berlin-Est quatre jours après la visite à Berlin-Ouest du jeune chef de l'Exécutif américain.

Le dialogue Est-Ouest n'attend pas la mise en service — imminente — du fameux « télétype rouge » entre Moscou et Washington. Il se déroule, en public, par-dessus le « mur » qui coupe en deux l'ancienne capitale allemande.

CURIUEUX voyage que celui du président Kennedy en Europe, ces jours-ci.

Il est parti contre l'avis de certains de ses conseillers. Il l'a fait à un moment de grave crise intérieure américaine (les Etats-Unis font, à leur manière, leur décolonisation, avec la liquidation — qui menace d'être longue — d'un racisme inscrit dans les institutions du Sud et dans les mœurs un peu partout).

Les trois pays européens où il se rend traversent, eux aussi, une période d'incertitude : l'Allemagne entre Adenauer (déjà congédié mais encore présent) et Ehrard (chancelier désigné mais non en place, et affrontant déjà la montée de la gauche) ; la Grande-Bretagne encore sous le coup de son échec à l'examen d'entrée en Europe, gouvernée par une équipe qu'ont discréditée les turpitu-

des de la gentry ; l'Italie vouée au vide politique par les hésitations de la démocratie chrétienne à poursuivre l'ouverture à gauche.

Un seul interlocuteur sérieux

De tous les interlocuteurs que John Kennedy rencontrera sur sa route, il faut bien dire qu'un seul est solidement installé, représentatif et à le vent en poupe : le pape Paul VI — encore qu'il vienne tout juste d'accéder à la dignité pontificale.

Partout, le président américain se sera trouvé en présence non seulement des incertitudes locales mais de la grande incertitude qui est au cœur de l'incertitude européenne présente : la politique gaulliste. La France de Charles de Gaulle conteste le « leadership » américain dans ce qu'on nomme encore l'Occident.

Contestation de gauche et contestation gaulliste

Cette contestation aurait pu venir de la gauche européenne, ou même d'une Europe déjà organisée et en voie d'unification où les forces populaires auraient joué un certain rôle. Dans ce cas, les choses auraient été plus claires, la voie aurait été ouverte à une révision, à une réorganisation des rapports entre l'Amérique et l'Europe. Avec la contestation gaulliste, ce sont les forces divergentes qui s'expriment en Europe et qui minent l'alliance atlantique, sans tendre à la remplacer par rien d'autre que l'hypothèse déraisonnable d'une prépondérance française.

Or, en face des tendances centrifuges que suscite ou anime le nationalisme gaulliste, le président Kennedy

n'offre à l'Europe aucune solution, aucune orientation, aucun espoir qui puisse être partagé.

Les trois premières journées passées par le chef d'Etat américain en Allemagne suffisent à confirmer ce fait : il réitère solennellement les engagements américains à l'égard de la sécurité européenne, il multiplie les banalités (du genre : « Toute attaque contre votre sol serait une attaque contre nous »), il esquive les questions gênantes (concernant par exemple un arrangement sur Berlin avec les Russes). Mais à aucun moment il ne propose quoi que ce soit de neuf.

Quand Truman et Acheson créèrent le Pacte atlantique, les rapports qui s'instituèrent entre l'Europe et les Etats-Unis, si contestés qu'ils aient été, contenaient une part d'internationalisme, dont « l'atlantisme » est maintenant vidé.

Dans les silences de Kennedy, il n'est pas difficile de comprendre que se dissimule l'espoir d'une détente avec l'U.R.S.S. et même d'une grande négociation Est-Ouest, à laquelle l'Europe assisterait ou serait associée, mais qui serait menée par les Etats-Unis et eux seuls, du côté occidental. Dans les tentatives en vue de la paix comme dans les pratiques stratégiques, il n'y a plus une once d'internationalisme. Celui-ci ne pourrait plus renaître que sur le terrain démocratique et social.

Les clés sont à Moscou

La détente, la paix, la fin de la course aux armements, toute l'Europe les souhaite, à commencer par les peuples de l'Europe orientale sur lesquels s'exerce la domination soviétique au nom — précisément — des nécessités de la guerre froide.

Mais l'immense faiblesse de la politique internationale américaine est que les clés de ses rapports avec le reste du monde — à commencer par l'Europe — sont entre les mains des dirigeants soviétiques.

L'accord avec l'Est, dont Kennedy réserve tacitement la possibilité, dépend entièrement de Moscou. Aux Européens, il est surtout demandé de s'organiser entre eux pour vivre sans gêner les exportateurs de capitaux ou de poulets américains et, pour le reste, de continuer à s'intéresser à une stratégie atlantique de plus en plus vide de sens. Les peuples européens ont subi sans joie la protection nucléaire américaine alors qu'elle était peut-être la seule garantie contre leur stalinisation. Aujourd'hui, leurs gouvernements conservateurs eux-mêmes ont du mal à prendre au sérieux les avantages « multilatéraux ».

Paul Parisot.

LES HARKIS A L'ORDRE DU JOUR

DANS son discours du 17 juin, le chef du gouvernement algérien informait le gouvernement français qu'il était prêt à libérer mille deux cents harkis contre la mise en liberté des huit Français encore emprisonnés pour avoir aidé le F.L.N. Le ministre français de l'Information a déclaré que ce n'était pas une façon de hâter la libération de ces Français que de proposer un tel « marchandage ».

Ben Bella a bien expliqué pourquoi il entendait sur cette question se livrer à ce qu'il a lui-même appelé du chantage. Il a rappelé les nombreuses démarches faites auprès du gouvernement français : « Il n'y a pas une délégation qui soit allée à Paris sans poser la question de cette libération, y compris celle qui s'y trouve actuellement. J'ai appelé l'ambassadeur de France à trois reprises, et il a été étonné que le chef du gouvernement le fasse appeler pour ce problème. »

Cela, si la presse en a peu parlé, le ministre français de l'Information le sait. Comme il sait, bien qu'il le passe sous silence, que Ben Bella n'a pas seulement parlé des harkis, et que s'il a dit : « ...je ne libérerai plus un seul harki tant que les huit militants emprisonnés en France ne seront pas libérés... », il a aussitôt ajouté : « ...si un seul Français incarcéré en Algérie... ».

S'il y a matière à s'indigner, ce n'est pas du « marchandage » de Ben Bella — qui illustre fort bien la puissance des sentiments d'amitié et de gratitude des révolutionnaires algériens envers ceux qui les ont aidés dans les

jours difficiles — mais plutôt du peu de cas que le pouvoir gaulliste fait, lui, d'hommes qui étaient ses alliés, et dont il accepte d'un cœur léger que mille deux cents restent en prison pour continuer à pouvoir assouvir sa haine contre huit Français anticolonialistes.

« Une expérience passionnante... »

Ces précisions ne sont pas inutiles pour situer le problème du reclassement des harkis, et notamment l'expérience du camp de Rivesaltes, que l'envoyé spécial du Monde, Michel Legris, qualifie « d'intéressante expérience de promotion sociale et professionnelle » (voir Monde des 19 et 20 juin 1963).

Cinquante officiers sous les ordres d'un colonel, des dizaines et des dizaines d'éducateurs, médecins, assistantes sociales, soldats du contingent sous les ordres de huit directrices, voilà pour l'encadrement et la formation des sept mille personnes du camp. Celles-ci sont réparties, à raison de quatre ou cinq foyers par baraquement, en « villages » de vingt-cinq baraquements. Chaque village a un chef — généralement un capitaine — assisté de deux adjoints dont un est musulman. Chaque famille est isolée et prépare elle-même ses repas. Le camp est doté de centres de promotion sociale destinés, dit Michel Legris, à « favoriser l'intégration en métropole de cette population qui, hier encore, vivait dans le Moyen

Age... ». La tâche n'est pas facile : « ...Il faut apprendre patiemment aux nouveaux venus ce qu'on entend par un angle droit, un carré, un rectangle, un mètre... » Certaines femmes « n'avaient jamais de leur vie sans doute vu une aiguille à tricoter ou une paire de ciseaux... »

Le camp de Rivesaltes fait figure de centre-pilote.

Qui mérite les bravos ?

Mais ces gens qui, après plus de cent trente années de colonisation, vivaient encore dans le Moyen Age, quelle charge à mettre au dossier de la bourgeoisie au pouvoir ! Cela veut-il dire qu'il faille louer le régime gaulliste d'avoir utilisé ce camp, ouvert en 1939 pour les réfugiés espagnols, afin de réintégrer dans la vie sociale ceux que le colonialisme avait compromis ?

Le pouvoir pouvait difficilement laisser livrés à eux-mêmes des hommes dont, en utilisant toutes les faiblesses humaines, de la raine à la peur, il avait fait ses complices dans la lutte contre leur peuple... Il arrive qu'un chien affamé devore son maître. Il eût sonné ou ils vissent moins nombreux. Il n'en veut pas d'autres. En lui offrant mille deux cents harkis contre huit Français anticolonialistes, Ben Bella ne lui propose pas un marchandage. Il lui fait un cadeau empoisonné que, à la longue, il lui sera pourtant difficile de refuser.

Albert Roux.

Une confusion due à un sigle...

LA publication dans les colonnes de *Tribune Socialiste* d'un article annonçant la campagne U.F.C.V. pour sa collecte de fonds a suscité les justes réactions d'un assez grand nombre de camarades. D'Isère, d'Aveyron, de Manche, de Dordogne, de Marne, du Rhône, nous avons reçu des lettres s'étonnant de cette publicité faite à un organisme confessionnel notoire.

L'un de nos correspondants (Manche) écrit notamment « L'Etat a reconnu le droit de former les cadres de colonies

de vacances à trois organismes :

1. un organisme protestant : C.P.C.V. ;

2. un organisme catholique camouflé : U.F.C.V. ;

3. un organisme laïque : les C.E.M.E.A.

L'Etat actuellement favorise l'U.F.C.V. et les C.R.E.P.S. (Centres Régionaux d'Education Physique et Sportive) ouvrent de plus en plus leurs portes aux stages de cet organisme ».

Le bureau de la Fédération de la Dordogne réclame une mise au point. Nous la faisons

bien volontiers : un membre de la rédaction de *Tribune Socialiste* insuffisamment informé a cru justifiée la parution ici d'un appel suffisamment vague à ses yeux pour ne porter en lui aucune implication confessionnelle. L'appel concernait les vacances d'enfants et de ce fait lui semblait intéressant en soi. Nous sommes d'accord avec les camarades qui nous ont écrit et regrettons cette confusion due à l'anonymat d'un sigle (Union Française des Centres de Vacances).

Le Comité de Rédaction.

ECHOS DES ENTREPRISES

**Toujours au turbin...
...du matin au soir...**

De quoi parle-t-on dans les usines ? Des vacances. Déjà ? Oui. Les travailleurs en ont marre, de plus en plus marre. Jamais encore ce sentiment n'avait été aussi sensible qu'en ce mois de juin.

D'année en année, la fatigue et le bruit ont progressé. Fatigue et bruit dans l'atelier, dans la rue, dans le métro et jusque dans le logement où pénètre le fracas de la circulation automobile.

Que dit-on aussi à l'usine ? On dit que toute cette peine n'est pas compensée par de dérisoires augmentations de salaires qui sont vite annulées par la hausse des denrées et des transports.

On conclut avec raison que l'ouvrier peut faire 45, 48 ou 54 heures, il s'en tire toujours aussi mal et n'arrive pas à joindre les deux bouts. Cela semble illogique.

Mais y a-t-il quelque chose de logique dans le système capitaliste où nous vivons ?

Voyons cela de près. On nous avait dit que l'augmentation du temps de travail accroîtrait la richesse. Aujourd'hui on nous explique que les ventes ne vont pas fort, que la concurrence est sévère et qu'il y a saturation. Autrement dit, que nous risquons de vivre plus mal parce que nous avons trop travaillé.

Alors, allons-nous attendre que ce soient les patrons qui nous imposent les 40 heures, le chômage et les licenciements ?

Luttons dès maintenant pour la diminution du temps de travail sans baisse de salaire. Indépendamment de la question argent, les heures de liberté sont la seule denrée que les exploités ne peuvent déprécier.

Les heures de liberté sont les seuls moments où nous pouvons redevenir des êtres humains.

En 1936, nos anciens luttèrent et arrachèrent les 40 heures. Aujourd'hui avec les progrès techniques considérables, il n'y a aucune démagogie à dire que l'ouvrier ne devrait pas travailler plus de 35 heures.

Mais, dans l'immédiat, il importe d'entrer tous ensemble en lutte.

Pour 40 heures, pour 44 heures, mais tous ensemble. C'est le mandat impératif que chaque travailleur conscient doit transmettre à toutes les organisations ouvrières.

« Ayez des désaccords sur mille faits, mais fixez vite l'horaire de travail pour lequel nous pouvons tous lutter. »

Chacun à sa place

Ainsi les cadres ont obtenu une cinquième semaine de congés payés. Lorsque les délégués demandèrent l'équivalent pour les jeunes qui en ont certainement autant besoin, le directeur s'y est opposé en disant qu'à son avis le patronat s'était « fait avoir » par le syndicat des cadres.

Non, monsieur le Directeur, le patronat ne s'est pas « fait avoir ». Il tient au contraire à maintenir les avantages particuliers accordés aux cadres afin que ceux-ci ne se sentent pas des salariés comme les autres.

(Extraits de « *LETINCHELLE* », organe des groupes d'entreprises du P.S.U. du 14^e arrondissement).

Informations

S. O. S.

Un de nos camarades, mineur, qui s'est, avec sa femme, trésorière de section, dépensé sans compter pour le succès de la grève, vient de tomber gravement malade. Il ne pourra travailler avant au moins un an et ne pourra jamais reprendre son métier.

Leurs quatre enfants, de 18 à 12 ans, suivent leurs études. Des camarades prendront ceux-ci en vacances cet été, mais tout restera à faire ensuite.

Il faut que ces militants exemplaires, qui ont porté très haut le nom du Parti dans le combat, puissent, avec l'aide de tout le Parti, gagner cette dure et longue bataille contre la maladie et la misère qui va être la leur.

A tous, militants et sympathisants, nous disons d'avance merci.

La Commission nationale de Solidarité.

Adresser les dons à Louis Houdeville, 47, avenue Hoche, Montreuil, C.C.P. Paris 15-536-77.

Pont-Audemer : succès au premier tour

Une élection complémentaire municipale pour quatre conseillers a eu lieu le dimanche 23 juin à Pont-Audemer (Eure).

Sur l'initiative du P.S.U., des contacts pris avec la C.G.T., la C.F.T.C., le S.N.I., l'A.N.A.C.R., le P.C.F. ont amené ces organisations à présenter une liste commune (deux instituteurs, deux ouvriers mécaniciens).

Cette liste a obtenu la majorité absolue au premier tour et a eu un élu, les trois autres n'ayant pas atteint le quart des électeurs inscrits (52 p. 100 d'abstentions).

Aussi, attendons-nous avec confiance le deuxième tour où nous espérons avoir deux élus supplémentaires.

Comme en Espagne...

Le lendemain du jour où M. Peyrefitte annonçait qu'il ne pouvait être question actuellement de libérer les Français encore emprisonnés pour aide au F.L.N., la police interdisait à Lyon une manifestation en leur faveur.

En effet, plusieurs organisations de gauche avaient accepté de prendre part à un défilé de véhicules porteurs de banderoles et d'affichettes

réclamant la libération de nos huit camarades. Plusieurs dizaines de véhicules avaient été mobilisés pour l'opération, et à l'heure dite, alors que de nombreuses voitures et deux-roues étaient déjà rassemblés, deux cars de police et une demi-douzaine d'inspecteurs, visiblement bien renseignés, firent irruption sur le lieu de départ, bloquant toutes les issues.

Pendant une heure et demie, ces messieurs passèrent au peigne fin cartes grises et autres permis de conduire, à l'affût de la moindre infraction, et les voitures ne furent relâchées que deux par deux afin d'éviter toute réformation du défilé un peu plus loin.

S'il est ainsi interdit de manifester de façon pacifique, silencieuse, sans perturber en rien l'ordre public, s'il est interdit de coller des affiches, de mettre des tracts sur les pare-brise des voitures, si la presse n'est plus libre, et si la R.T.F. ne donne la parole qu'aux porte-parole du pouvoir, nous posons cette question toute simple : « Sommes-nous comme en Espagne ? »

Le Front socialiste à Agen

« *Face au gaullisme : LE FRONT SOCIALISTE* », c'est le thème que traitera Edouard Depreux le samedi 6 juillet, à 21 heures, salle Chaudordy (ancienne Sécurité sociale).

Emmenez les sympathisants et les citoyens simplement curieux.

Oise : un candidat P.S.U. à Clermont

Une élection au Conseil général a lieu dans le canton de Clermont. Schabanel, secrétaire de la section de Clermont, est le candidat du P.S.U. Le 27 juin, Edouard Depreux parlera dans une salle de l'hôtel de ville de Clermont.

Jean-Paul Sartre annonce la création d'un Comité contre la ségrégation en Afrique du Sud

Au cours d'une conférence de presse, Jean-Paul Sartre a annoncé la création, en France, d'un Comité anti-apartheid en vue de venir en aide aux nationalistes africains d'Afrique du Sud. Il a précisé que le Comité s'efforcera d'agir sur l'opinion publique comme sur le gouvernement français, et en particulier d'éviter que ce dernier ne poursuive les envois d'armes à destination du gouvernement sud-africain.

Pour sa première manifestation, le Comité se propose d'envoyer, le 26 juin, une délégation à l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris pour y déposer le texte d'un appel en faveur du mouvement nationaliste africain.

Ce texte a déjà recueilli de nombreuses signatures parmi lesquelles on relève — outre les noms de J.-P. Sartre et Michel Murel, président de l'U.N.E.F. — celle de Simone de Beauvoir, Aragon, Edouard Depreux, J.-M. Doménach, Jean Drech, Etienne, Charles André-Julien, Louis Martin-Chauffier, Georges Montaron, Louis Odru, Alain Savary, Pierre Stible, Germain Tillon, Elsa Triolet, Pierre Vidal-Naquet, Paul Vignaux et du pasteur Vogt.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e).

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 26 juin au 2 juillet

**HIROSHIMA
MON AMOUR**
de RESNAIS

Au même programme

Du côté de la Côte

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 26 juin au 2 juillet

MOURIR A MADRID

GENTRE NAUTIQUE DE JEUNES EN YUGOSLAVIE

Pour la 4^e année, le Centre nautique de Bol, dans l'île de Brac, en Yougoslavie, ouvre ses portes en juillet et août 1963. Il recevra davantage de jeunes, d'adultes et de familles.

De nombreuses améliorations ont été apportées depuis trois ans : augmentation de la flottille nautique ; excursions du « *Kabal* » (notre voilier de 30 places) atteignant Dubrovnik, Kotor, Mostar (avec complément en car pour cette dernière ville) ; nouvelle installation de la salle à manger et du bar (face à la mer) ; logement des familles dans deux club-hôtels entièrement neufs (chambres de 2 personnes dont certaines avec douches particulières) en bord de mer ; bibliothèque et discothèque renforcées ; cours de natation (adultes, jeunes et enfants) et jardin d'enfants (jardins et jeux pour enfants sans interruption) ; excursions dans l'île de Brac (canot, à ânes, excursions en montagne) ; rencontres culturelles et folkloriques franco-yougoslaves.

A cela, il faut ajouter une réalisation nouvelle très importante. Le C.T.L.V.J. ouvre en juillet 1963 un centre de jeunes dans l'île de Losinj, à proximité de Zadar.

Le centre de Mali Losinj recevra surtout les adolescents et les jeunes. Il offrira aux collectifs de nouveaux avantages : transport raccourci : en chemin de fer jusqu'à Trieste, bateau jusqu'à Losinj ; tarif économique : 375 F pour 2 semaines (voyage, séjour et activités nautiques compris) ; excursions à Rab, île Susak, île Ilovik et la vieille ville d'Osor.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F

6 mois 15 F

1 an 28 F

Soutien 50 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

CHARLES XII

d'Auguste Strindberg

Le théâtre de Strindberg est longtemps apparu comme le modèle achevé d'un naturalisme désuet parce que Antoine et Zola furent en France ses introducteurs.

L'intérêt que lui portèrent les surréalistes et Antonin Artaud me semble plus significatif. La peinture sans dissimulation « des mensonges de la Société, des idéaux démodés... des enjolivements et des silences sous lesquels la Société tente de dérober sa pourriture profonde ; que Strindberg va exposer notamment dans ses pièces intimistes où se déchirent des couples insatisfaits soulève le scandale.

Charles XII se situe plus tard : Strindberg lorsqu'il écrit cette chronique historique vient de se remarier et la misogynie obsessionnelle qui le poursuivait s'estompe ici (Charles XII date de 1901). Néanmoins la part de démence qu'il met dans le comportement de ce despote « éclairé » devrait ravir un psychanalyste professionnel. Le transfert de l'insatisfaction sexuelle dans la volonté de pouvoir ! Naturellement c'est d'abord l'aspect politique du personnage qu'a retenu Garran.

On voit comment. Si comparativement à « L'étoile devient rouge » le traitement général du spectacle — son « esthétique » — a gagné ; le contenu se dilue un peu parce que la chronique historique n'en est pas une véritablement. Jean Martin grimace abondamment, en Charles XII, Maître, Fresson, Mauvais, Nathalie Nerval, Piéral animent avec des bonheurs divers une distribution déséquilibrée. Les difficultés matérielles qui sont le propre du Théâtre d'Aubervilliers y sont pour beaucoup. Il n'en reste pas moins un spectacle homogène, intelligent, qui confirme les espoirs mis en Gabriel Garran.

Au Théâtre d'Aubervilliers.

LES BAINS

de Vladimir Maïakovski

C'EST après la représentation par Vsevolod Meyerhold des « Bains » que Maïakovski se suicide, en 1930. Ce suicide peut nous servir de repère, pour cette œuvre. Le poète du « Nuage en pantalon » y dénonce en effet pas seulement les dirigeants incapables, mais la bureaucratie triomphante qui freine la marche de l'histoire, entendez vers le socialisme. Une machine à avancer le temps permet aux jeunes (communistes) de franchir jusqu'à l'an 2030 cette période de recul.

Je sais que pour certains la représentation à Paris par un troupe soviétique (les Comédiens de Moscou) d'une pièce de Maïakovski est une preuve éclatante du « cours nouveau » stalino-khrouchchevien. A voir de quelle manière cela était joué on peut facilement montrer que l'essentiel reste à faire.

En rappelant d'abord que « Les Bains » fut écrit pour une période précise — en une certaine manière il s'agit d'une œuvre de circonstance — et qu'il s'agit moins de dénoncer la bureaucratie d'hier que celle d'aujourd'hui, en soulignant ensuite la puérilité d'une mise en scène désamorçant le contenu de l'œuvre et n'en retenant plus que l'aspect farce. Que reste-t-il du constructivisme de Meyerhold ? Sait-on ce que fut le mouvement futuriste, l'un des plus marquants pour l'art contemporain ?

Emile Coperman.

Au Théâtre des Nations.

Daniel Guérin

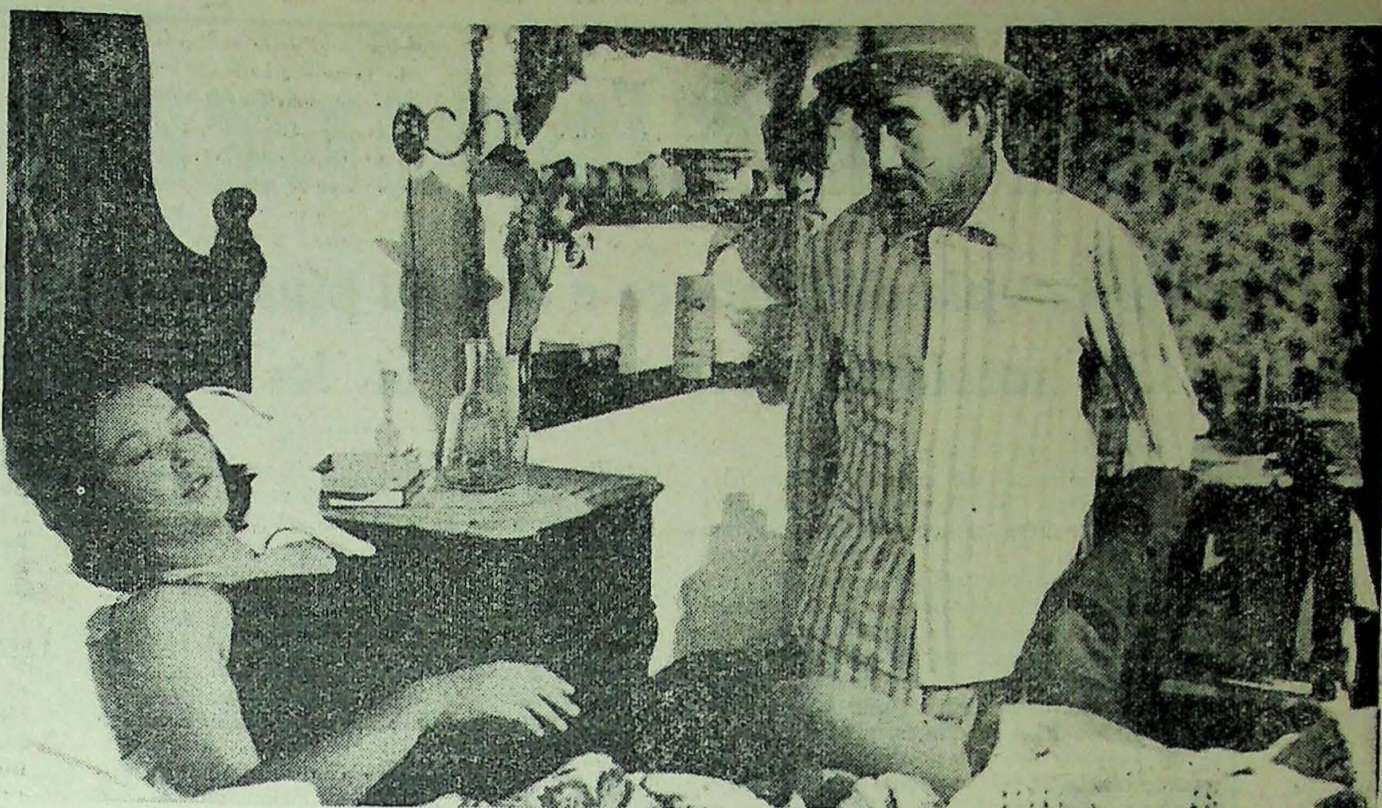
signera son livre

« Front Populaire, révolution manquée »

Edition Julliard

à la librairie L'Étoile
73, rue Buffon, Paris-5^e

Le samedi 29 Juin à 15 heures



NOUS connaissons Marco Ferreri pour certains films d'humour noir qu'il avait réalisés en Espagne ; on se souvient, en particulier, de El Cochechito, sardonique description d'un vieillard désireux, par-dessus tout, d'une petite voiture d'infirme (alors qu'il n'est pas infirme,

mais que ses amis le sont ; il est jaloux).

Avec le Lit conjugal, qu'il a réalisé en Italie et qui y a eu des ennuis avec la censure, avant de représenter ce pays au Festival de Cannes, Ferreri s'attaque au mariage, et dépeint comment un vieux garçon, qui en a

assez au cœuol, est lentement détruit par une femme douce, aimante et éclatante de santé. Les notations sont grinçantes et drôles ; c'est plus mordant, plus spirituel aussi, qu'un discours de chansonnier sur la question.

Ce n'est pas encore une remise en cause radicale et fondée ; Ferreri n'a voulu que nous amuser, et peut-être nous faire agréablement frémir. C'est une soirée divertissante, et non un film à thèse.

Marcel Ranchal.

Livres Avec l'ami Bidasse...

par Jean Manan

CEUX qui n'ont pas suivi la sympathique chronique du « canard », trouveront, dans le recueil que vient de publier son père spirituel, une savoureuse « anthologie de la pensée militaire » comme dit le sous-titre. Pour les autres, ils redécouvriront avec plaisir l'ami Bidasse aux prises avec son beret, la longueur de sa barbe, voire l'aumônerie militaire ; d'autant que les dessins qui accompagnent le bouquin son fort réussis.

A part cela, on regrettera un peu les redites inhérentes au style de Jean Manan (on sait bien que Népi est instigé, que diable !) et au genre.

Mais ce qui me paraît le plus grave, c'est le manque de perspectives politiques du bouquin. Sans doute avec la fin de la guerre d'Algérie, l'Armée retourne-t-elle, malgré qu'elle en ait, aux revues de cheveux, de paquetage, de pieds, etc. Mais il y a aussi des textes antérieurs à mars 1962. Et sur la voiture Bidasse aurait peut-être pu nous narrer son expérience. N'en déplaise à l'anticléricalisme — justifié à plus d'un titre — de l'auteur, J. Muller et ses copains du Comité de Résistance spirituelle nous en ont raconté d'autres.

En résumé, un bon livre distrayant retraçant bien le côté courtelinnesque de l'Armée dite moderne.

J.-C. B.

Julliard, éditeur, 12 F.

Fantastique et science-fiction

NE nous attardons pas sur Les Cométaires, de Jack Williamson (Le rayon fantastique) assez décevante réunion en un seul volume de deux romans se suivant, en feuilleton, et qui ne nous rappelle guère le très bon Plus noir que vous ne pensez, du même auteur. Par contre la même collection publie Monde en oubli, de J.-T. MacIntosh, histoire d'un espion extra-terrestre envoyé sur Terre, revêtu d'un corps terrien, et qui devient Terrien d'adoption. Il n'y a là ni prétention ni message, seulement un bon roman, ingénieux et bien mené.

Il faut signaler que les éditions Marabout rééditent les livres de Jean Ray, devenus introuvables depuis longtemps. Ray maître es fantômes et démons, auteur de chevet d'Alain Resnais, est un très grand écrivain encore trop méconnu, au style plein de rudesse et de verdeur. Sans doute sa vie aventureuse lui a-t-elle nuï, ainsi que sa fécondité littéraire et ses multiples pseudonymes. En tout état de cause il faut lire Les derniers contes de Canterbury, où Ray, emboitant le pas à Chaucer, et accessoirement à Hofman, réunit, autour de Satan et du matou Murr, de bizarres pèlerins, bootleggers, bandits et sorciers.

Bien rationnel au contraire — presque trop ! — est le dernier livre d'Arthur C. Clarke, Les Sables de Mars (Fleuve Noir). Clarke a voulu faire une « anticipation » plus qu'une fiction, et une anticipation de peu d'années. Il s'est attaché à décrire, le plus exactement possible, l'un des premiers voyages sur Mars. Le réalisme

minutieux de ce roman-reportage est instructif et le talent de Clarke est assez grand pour ne pas nous ennuyer. Mais, le livre fermé, on regrette un peu le joyeux délire des auteurs de S. F. moins soucieux d'exactitude scientifique.

Au Rayon Fantastique L'Assaut de l'Invisible est un grand Van Vogt. Selon un schéma habituel à cet auteur, le héros y est un homme quelconque, qui, à la suite d'une intrigue déroulée sur un « autre plan » que le plan terrestre, se trouve mis dans une sorte de position d'arbitre cosmique. Slade, l'homme à qui il avait poussé un œil au milieu du front, s'entend dire, ou plutôt communiquer : « Tout ce que je puis vous dire, c'est que l'instant venu votre choix sera libre... » Et au milieu de cet autre univers, Slade triomphera grâce à une juste application d'une très humaine liberté.

Présence du Futur édite Fantômes et tarfafoilles de Frederic Brown. Cet auteur trop peu connu nous offre ici une cinquantaine de courts récits, dont le plus bref fait une demi-page, et qui vont de l'humour gaillard à l'épouvante, au dépaysement total. Brown, qui réussit ce chef-d'œuvre qu'est Drôle de sabbat (paraphrase d'Alice au pays des merveilles en forme de roman policier) est imprégné de culture européenne, et réussit, dans le domaine de la science-fiction, à restituer l'équivalent des grands auteurs non-sensibles anglais, Swift ou L. Carroll. L'excellente traduction de Jean Sardy restitue jusqu'aux calembours... Un régal.

P.-L. Th.

Jean-Jacques Vernon.

Les hauts de Hurlevent

de Luis Bunuel

JE dois avouer, à mon grand dam, que je n'ai pas lu le roman d'Emily Brontë ; il m'est donc difficile d'apprécier le degré de réalité du scénario, imaginé par MM. Mauri et Julio Alejandro, par rapport à l'œuvre originale. Je sais par contre que Bunuel ne tient pas ces « Hauts de Hurlevent » en très haute estime, « exception faite des trois dernières bobines... »

De fait, tout au long de la première partie, le recours fréquent aux rafales de vent, aux coups de tonnerre et aux pluies diluviennes ne sert pas la réputation d'un auteur qui nous a habitués, dans ses œuvres majeures, à une plus grande aptitude d'expression. A part quelques brèves séquences (comme l'envoi inaugural d'une famille de vautours perchés dans un arbre mort) tout semble être appretté ici en vue de l'exécution d'une vengeance passablement mélodramatique. L'interprétation, maxillaires en avant, n'est pas de nature à dissiper cette impression. Et puis on ne saisit pas, tout d'abord, la nécessité des allées et venues incessantes d'Alexandro (Jorge Mistral), de la demeure où Eduardo (Ernst Alonso) passe le plus clair de son temps à espionner sa femme et à épingler des papillons, à la grange misérable où le beau-frère du papillonniste s'adonne aux plaisirs sombres du poker et de l'ivrognerie réunis.

Il nous faut une bonne heure pour prendre pied dans ce monde à part, dans cet univers clos où l'agitation des protagonistes évoque celle des araignées et des crapauds ; où le souvenir d'un amour romantique butte aveuglément contre les pierres de taille du confort bourgeois ; où tous les maléfices de la jalousie, du refoulement, de la rancœur, de la haine vont se dissiper dans les miasmes de la mort lente et le double claquement d'un fusil de chasse.

La correction infligée à Ricardo (le beau-frère) marque le tournant du film ; le moment où une laborieuse construction psychologique vacille sur ses bases. C'est aussi celui où Bunuel, libéré à son tour des contraintes narratives, retrouve toute sa puissance d'expression pour atteindre le fantastique le plus pur. Rien que pour ces images brutales et éblouissantes le film méritait de sortir des caves où ses producteurs le tenaient caché depuis plus de dix ans.

La mission secrète de BYKOVSKY :

DOCUMENT

chercher la femme de l'espace avec son radar

Le premier couple de l'espace a obtenu plus de renseignements militaires que les 30 satellites secrets U.S. et les 20 satellites secrets russes

LES silences du colonel Valery Bykovsky, de Valentina Terechkova et de l'état-major soviétique. » Ainsi peut-on baptiser la plus mystérieuse aventure cosmique qui ait eu lieu depuis que l'ère interplanétaire a été ouverte le 4 octobre 1957 par le lancement du premier spoutnik.

Ces silences concernant les véritables buts de l'expédition Valery-Valentina n'ont cependant rien d'extraordinaire pour les experts. Il est clair en effet que la mission du « couple de l'espace » était double et avait des prolongements trop importants pour être mis en valeur et commentés :

- Expérimenter quelques-unes des possibilités militaires des satellites.

- Etudier la « manœuvrabilité » d'un véhicule cosmique en vue d'un éventuel rendez-vous de deux satellites.

Les tâches de Valery et de Valentina, annoncées d'ailleurs comme très complexes dès le lancement du premier de ces deux cosmonautes, doivent donc rester en très grande partie secrètes.

Le satellite rase-mottes aux yeux perfectionnés

Au cours de ces cinq jours de vol et de ses 3 millions et demi de kilomètres parcourus, il est infiniment probable que Bykovsky a enregistré beaucoup plus de renseignements utilisables à des fins militaires que les 30 satellites secrets américains et les 20 satellites secrets russes.

Toute la région comprise entre le 65° parallèle nord et le 65° parallèle sud a été survolée par les véhicules des deux Russes. Véhicules capables, soulignons-le, en raison de leurs dimensions et de leur poids, d'emporter beaucoup de matériel de détection.

Certains savants étrangers spécialisés dans l'observation des satellites ont même remarqué que les Vostoks de Valery et de Valentina semblaient plus gros que les Vostoks précédents.

Comment s'est déroulée cette opération « Photographie du monde » ? Les experts affirment que de nouveaux dispositifs optiques permettent maintenant de photographier, de 500 km d'altitude, des détails de l'ordre de 5 à 10 mètres. En 1965-1967, de la même altitude, on pourra, paraît-il, obtenir des détails de 1 m² de surface.

Déjà, l'astronaute américain Gordon Cooper, au retour de son vol le 16 mai dernier, avait déclaré avoir vu à l'œil nu, de 200 km d'altitude, des camions rouler sur les routes, des bateaux et des fumées de maisons isolées.

Or le satellite du colonel Valery Bykovsky, bien plus encore que celui de Valentina, a fait ce qu'il convient d'appeler, pour un tel engin, du « rase-mottes ». Au cours de ses deux derniers jours de vol, il était bien au-dessous de 200 km d'altitude puisque son Vostok évoluait entre 160 et 193 km.

Une telle altitude est considérée depuis longtemps par les spécialistes comme devant être « fréquentée » presque exclusivement par des satellites militaires de guet, de reconnaissance et de détection.

On imagine les kilomètres d'images très nettes que Bykovsky a dû enregistrer avec ses caméras perfectionnées. En 3 ans seulement, le progrès nous a menés décidément bien loin déjà de l'aventure fracassante de l'avion-espion américain U2 qui valut à Eisenhower les foudres de Khrouchchev. Russes et Américains ont compris tout de suite que la technique spatiale permettait de faire bien mieux que l'U2 en dehors de toute atteinte et de toute représaille (du moins pour l'instant).

Détection d'un satellite par un autre satellite

Toujours dans le domaine des applications militaires des satellites, l'importance de Valentina était particulièrement grande. Dans la ronde des deux Vostoks, elle figurait la cible. Il est certain que Valery et Valentina devaient en effet procéder à des exercices de détection d'un satellite par un autre sa-

tolite. Exercices d'un intérêt primordial autant par la réalisation d'un rendez-vous spatial que pour la recherche et la destruction d'un satellite ennemi.

Bykovsky par conséquent s'est exercé à « chercher la femme » au radar, à la localiser avec précision, à voir comment son vaisseau renvoyait les ondes radar qui le frappaient. Peut-être a-t-il expérimenté un « radar embarqué » d'un modèle comparable à celui d'un avion militaire mais d'une portée bien plus grande.

L'expérience était particulièrement intéressante puisque Valery et Valentina se sont trouvés à des distances très variées l'un de l'autre : de 5 km à plusieurs milliers de kilomètres.

Peut-être aussi les deux satellites ont-ils entrepris de correspondre par signes lumineux pour voir si en panne d'émetteur radio des passagers de satellites peuvent envoyer des messages ou des S.O.S. optiques à d'autres véhicules spatiaux. Ou bien encore s'ils pouvaient communiquer optiquement pour

tiale. Aussi bien sur le plan civil que sur le plan militaire, puisque c'est en partant d'un satellite terrestre qu'un véhicule interplanétaire peut être le plus aisément dirigé vers n'importe quel coin de l'espace. Certes, on l'a déjà fait grâce à des dispositifs automatiques, mais l'homme lui-même procédant à ce tir doit y apporter encore plus de précision.

Beaucoup d'autres possibilités de recherches étaient offertes aux deux vaisseaux spatiaux volant en formation. Les savants russes et l'état-major soviétique ne peuvent pas ne pas avoir profité au maximum de cette passionnante expérience où les évolutions très basses de Bykovsky montrent notamment qu'elle différait du vol de Nikolaïev et de Popovitch en août dernier. Cette fois, la priorité d'étude des applications militaires des satellites semble avoir donné le travail de l'escadrille Valery-Valentina.

Peut-être est-ce précisément pour atténuer cet aspect déplaisant de l'expérience vis-à-vis de l'opinion mondiale que l'U.R.S.S. a jugé utile d'y faire figurer une femme.

Pour le rendez-vous dans l'espace les Russes procèdent par étapes

Quant au fameux rendez-vous dans l'espace des deux cosmonautes, est-ce que vraiment il devait avoir lieu ? Telle est la question que le public se pose.

Les experts, eux, remplacent cette question par une autre : « Est-ce que le vol jumelé de Valery et de Valentina était conçu de manière à apporter aux ingénieurs russes des éléments nouveaux pour le « rendez-vous » ? Et là, presque tous les spécialistes répondent « Oui ».

Il faut en effet mettre les choses au point. La réalisation du rendez-vous de deux véhicules dans l'espace — opération majeure pour le développement futur de l'astronautique — est une affaire terriblement difficile, en l'état actuel des choses.

Toute fausse manœuvre peut aboutir à une catastrophe, soit expédiant l'astronaute sur une orbite élevée, soit le précipitant pour un brusque retour, vers un point non prévu du globe.

Que les Russes procèdent donc par étapes très prudentes pour réussir leur premier rendez-vous spatial, cela est normal. En août dernier, le tandem Nikolaïev-Popovitch a accompli les tous premiers pas, limités à des liaisons radio et des observations visuelles, tandis que leurs trajectoires respectives étaient étudiées à la fois au sol par les savants et en plein cosmos par eux-mêmes.

Ce mois-ci le tandem Valery-Valentina a élargi l'opération. Le colonel Bykovsky a paru avoir pris le commandement et effectué un commencement de manœuvre pour essayer de modifier son orbite et de s'aligner sur celle de Valentina. Brièvement, les stations d'observations américaines l'ont signalé.

Ensuite, il n'a pas poursuivi. Pourquoi ? Parce qu'évidemment, en raison de la différence de plan des deux orbites, la situation telle qu'elle se présentait ne permettait pas à Bykovsky de continuer à manœuvrer sans diminuer dangereusement sa marge de sécurité.

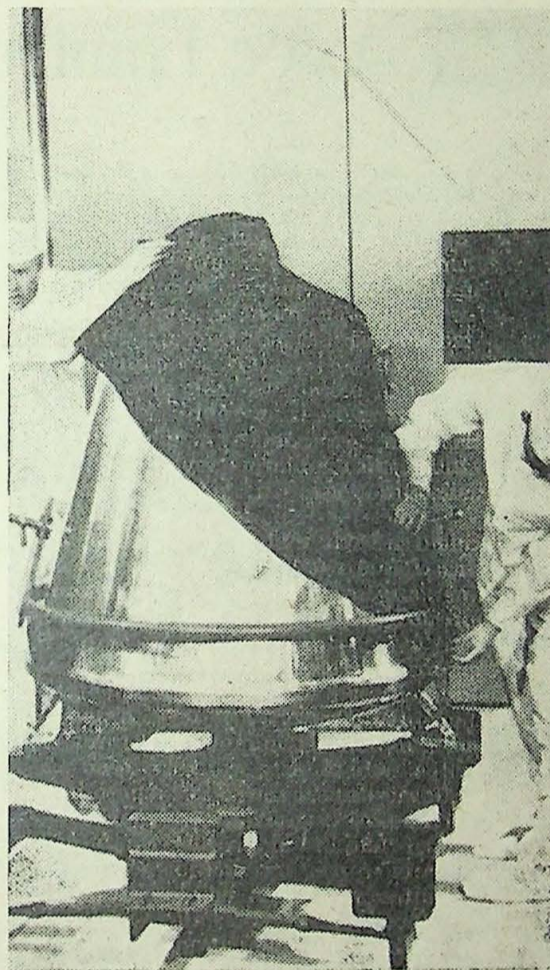
L'éventualité de l'échec était prévue par les Russes et elle ne portait guère atteinte au prestige et à l'intérêt de l'expérience.

Si Bykovsky avait réussi à s'aligner sur l'orbite de Valentina, il y aurait eu là un magnifique succès : la première étape du fameux « rendez-vous » cosmique eût été franchie.

C'était très probablement à cette seule phase d'un alignement précis des deux cosmonautes sur la même orbite que se limitait dans ce secteur l'ambition des Russes. C'était aussi bien entendu ce qu'ils auraient aimé pouvoir annoncer.

La partie n'est que remise. Mais la suite est prochaine. Car l'enjeu est considérable et doit être rapidement atteint. A la fois pour l'exploration de l'univers et la suprématie cosmique. Suprématie qui, aux yeux des Russes et des Américains, conditionne toutes les autres.

Jacques Bergeal.



(Photo Tribune.)

Chut ! Satellite secret : cet engin, dissimulé derrière son ogive et un voile noir, est le premier satellite secret américain « Samos », lancé en octobre 1960. Depuis cette date, les U.S.A. ont envoyé dans le cosmos une trentaine de satellites espions, et l'U.R.S.S. une vingtaine. On pense que « Samos » photographie.

le cas où un futur satellite militaire devrait demeurer volontairement silencieux.

Il est possible également qu'un des deux Vostoks ait éjecté un autre petit satellite que les services d'observation optique de différents pays découvriront un jour prochain, même s'il est muet, dans les quelque 400 objets de toutes sortes qui gravitent actuellement autour de notre globe (satellites, derniers étages de fusées, morceaux de fusées, cônes de protection, etc.).

Les savants danois n'ont-ils pas cru remarquer, au cours du vol jumelé de Valery et de Valentina, la présence dans l'espace d'un nouveau bébé-lune russe, du genre des « Cosmos » ?

L'éjection d'un engin à bord d'un satellite habité est de nature à apporter d'intéressants renseignements sur le lancement d'un projectile effectué à partir d'une plate-forme spa-